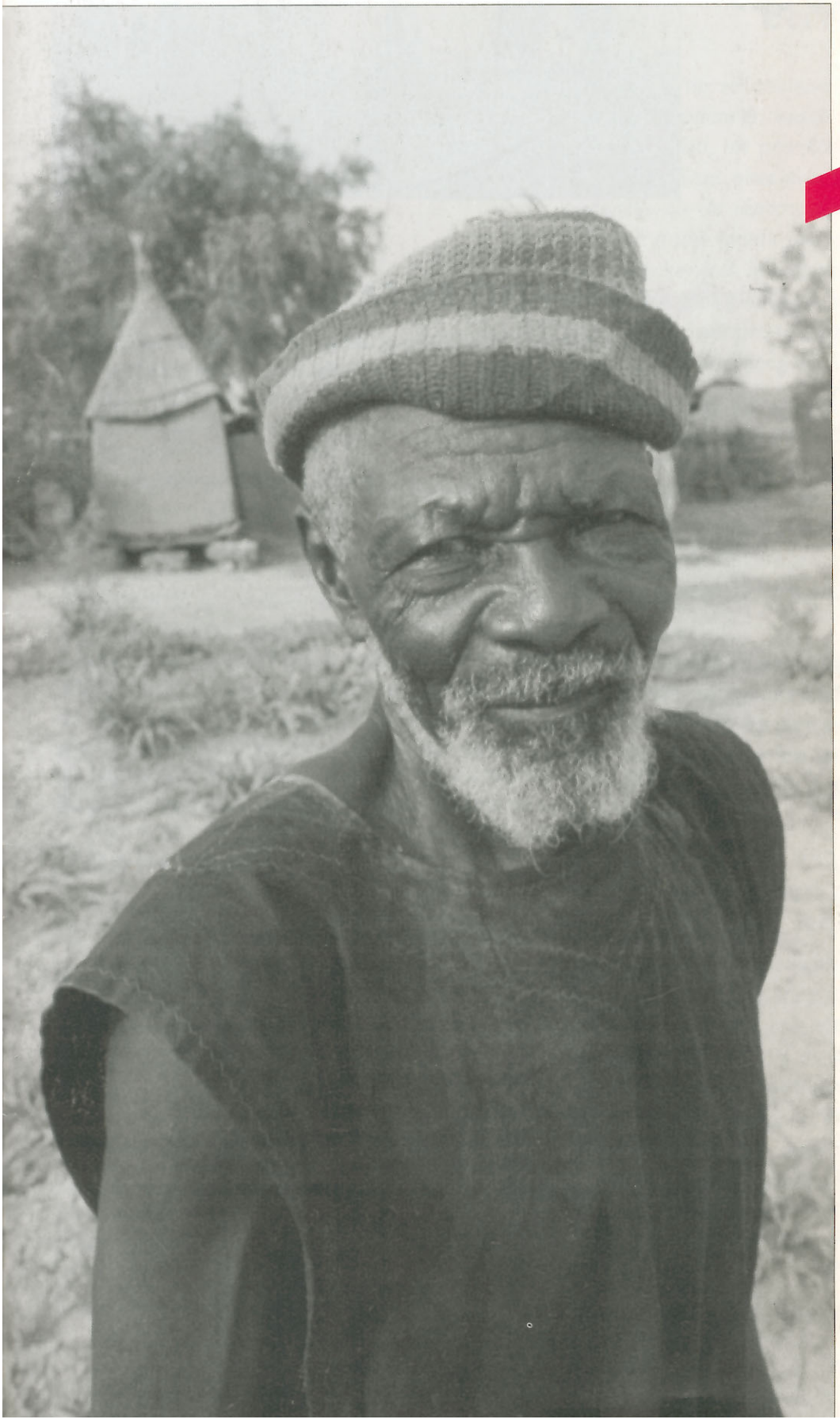
GRAIN DE SEL

Bulletin trimestriel de l'Inter-Réseaux • Développement rural

7
OCTOBRE 1997



CLIMAT
El Niño sème la tempête

BIOCARBURANTS
Le pourghère est sur les rangs

TOGO
Les maraîchers des sables

SÉNÉGAL
Naissance d'un syndicat

INTER-RÉSEAUX
Comment améliorer l'aide à l'agriculture ?

L'INTER-RÉSEAUX
UN LIEU D'ÉCHANGES, UNE BANQUE D'IDÉES

Ph. O.

L'Inter-Réseaux est spécialisé dans le développement rural des pays de l'hémisphère Sud. C'est un lieu d'échanges, une banque d'idées, alimentée par ses cinq mille membres disséminés aux quatre coins de la terre (dont les deux tiers en Afrique). Son rôle? Favoriser la collecte et la circulation des informations, des expériences, des initiatives venant des organisations paysannes et, plus largement, des populations rurales des pays du Sud. Ce n'est pas un bailleur de fonds, ni un bureau d'études. Il est financé par le secrétariat d'Etat français à la Coopération.

Né d'un regroupement de trois réseaux — d'où son nom barbare! — l'Inter-Réseaux a l'ambition d'enrichir et de renouveler la réflexion et les pratiques de la coopération entre le Nord et le Sud dans le domaine du développement rural.

Pour ce faire, il multiplie les lieux et les occasions de débats entre ceux qui agissent dans ce domaine, en organisant des réunions dans différents pays, des rencontres entre régions voisines, en animant des groupes d'études, en publiant des dossiers. Il édite des annuaires de ses membres (annuaire général et par pays). Il publie *Grain de sel*, espace de dialogue et d'échanges entre les membres de l'Inter-Réseaux. Trimestriel, ce bulletin est envoyé sur abonnement aux membres de l'hémisphère Nord.

COMMENT EN FAIRE PARTIE?

Les membres de l'Inter-Réseaux appartiennent à des milieux professionnels variés du Sud comme du Nord : organisations paysannes, universités, centres de recherche, ONG, bureaux d'études... Leur activité professionnelle concerne le développement agricole.

Pour devenir membre de l'Inter-Réseaux, il suffit d'en faire la demande à son secrétariat et de remplir la fiche d'identification qui vous est retournée. Il faut aussi participer aux activités de l'Inter-Réseaux, selon ses disponibilités, en apportant son « grain de sel » : envoi de témoignages sur des expériences de développement rural, d'articles, de contributions personnelles ou collectives, participation à des réunions. L'adhésion à l'Inter-Réseaux se fait à titre individuel pour faciliter une plus grande liberté d'expression.

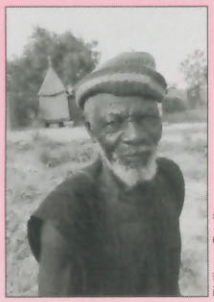
Les grandes orientations de l'Inter-Réseaux sont définies par une assemblée de quarante membres appelée comité technique qui se réunit deux fois par an. Leur mise en œuvre est assurée par un bureau ayant à sa tête un président. Un secrétariat exécutif, basé à Paris, assure la coordination des activités.

LES GROUPES DE TRAVAIL

Les groupes de travail ont pour objectifs de faire le point sur une question importante et controversée du développement rural et d'en dégager les grands enjeux politiques, économiques et sociaux. Six groupes de travail ont été constitués autour de six thèmes :

- Les outils et méthodes de gestion
- La décentralisation et le développement local
- L'aide publique au développement agricole
- La reconquête des marchés vivriers.
- La gestion paysanne des grands espaces irrigués
- L'appui aux organisations de producteurs

SOMMAIRE


Philippe Ortoli

Paysan dogon, Mali.

NORD-SUD

4 El Niño fait la pluie et le beau temps
7 Débat : « Développement », le triomphe de la croyance

TERRAIN

8 Maraîchers sur le sable
10 Le pourghère, plante miracle ?
12 Naissance d'un syndicat

INFOS DU RÉSEAU

14 Débat sur l'aide agricole
16 Marchés vivriers : la concertation
18 Courrier
21 AGENDA
22 PUBLICATIONS
23 ZOOM
24 KIOSQUE

GRAIN DE SEL

Rédaction & édition :
Inter-Réseaux développement rural,
32, rue Le Peletier, 75009 Paris.
Tél. : 01.42.46.57.13. Fax. : 01.42.46.54.24.
E-mail : intereso@imaginet. fr

Directeur de la publication : **Gérard Winter**
Rédacteur en chef : **Philippe Ortoli**
Comité de rédaction : V. Appora, J.-C. Devèze, P. Lavigne delville, M. Lebot, D. Pesche, J.-P. Prod'homme, M.-L. Sabrié, B. Vergriette.

Équipe de l'Inter-Réseaux :
Denis Pesche, coordinateur général
Agnès Collonge, coordination technique, assistée de **Catherine Beaulier-Saez**.

Maquette : Françoise Fourcault. Tél. : 01.40.21.95.65.
Impression : Imprimerie 34, Toulouse.

Dépôt légal : octobre 1997 • ISSN 1274-3895

ÉDITORIAL

Écrivez nous !

Grain de sel retrouve sa taille habituelle après le numéro exceptionnel consacré au micro-crédit. La rubrique Sur le terrain, *un peu comprimée dans le numéro précédent, reprend ainsi ses aises avec trois articles qui rendent compte d'expériences ou de réalités dans les pays du Sud : le premier est consacré à une plante peu connue mais susceptible de rendre de nombreux services, le pourghère ; le second raconte la vie d'un agriculteur des sables au Togo ; le troisième retrace, sous forme d'une interview, les péripéties qui ont donné naissance à un syndicat d'agriculteurs au Sénégal.*

La nouveauté de ces articles est qu'ils viennent, pour l'essentiel, de journalistes ou d'acteurs du développement issus de pays africains, grâce à deux correspondants qui renforcent, à partir de ce numéro, les antennes de Grain de sel *sur ce continent : John Adotevi au Togo, Fatjigui Sinaba au Mali. Ils nous aideront à faire connaître les expériences de développement rural susceptibles d'être racontées, celles qui peuvent être utiles à d'autres membres de l'Inter-Réseaux.*

Pour faire bonne mesure et faire que l'échange soit dans les deux sens, Grain de sel *a l'intention de raconter aussi, de temps à autre, la vie dans les campagne des pays industrialisés, ses réussites, ses problèmes ou ses difficultés. Sans oublier l'Asie et l'Amérique latine qui ont aussi leur mot à dire dans le développement rural.*

Dans ce numéro, enfin, le Courrier des lecteurs *s'étoffe et c'est normal.* Grain de sel *reçoit des lettres passionnantes qui méritent d'être reproduites pour être lues, discutées, confrontées.*

Continuez donc à nous écrire, si vous avez déjà commencé, n'hésitez pas à nous écrire si ce n'est pas le cas. Vous, les femmes, dont les témoignages sont précieux mais plus rares, écrivez-nous davantage. C'est l'un des rôle de ce journal d'aider à la communication entre les membres de l'Inter-Réseaux. Les pages de Grain de sel *sont à votre disposition. C'est pour cette raison encore que nous allons ouvrir, à titre d'essai, une nouvelle rubrique de petites annonces – elle s'intitulera* Messages *– qui permettra à qui le désire de lancer précisément un message à qui il veut dans l'un des soixante-dix pays du globe où se trouvent les membres de l'Inter-Réseaux*

Grain de sel

DU NORD AU SUD,
PAYSANS ET NÉGOCIANTS LE GUETTENT

El Niño fait la pluie et le beau temps

Bruno Marty. Orstom

Phénomène de houle pendant l'hiver austral sur un atoll océanien de l'archipel des Tuamotu. Les vagues atteignent dix à quinze mètres de haut.

Gigantesque nappe d'eau chaude qui se déplace dans le Pacifique et provoque inondations ou sécheresse, El Niño suscite un branle-bas de combat dans les différentes régions du monde dont il modifie, pour quelques mois, le régime pluviométrique. Paysans et négociants internationaux sont sur le pont.

Au mois de juin dernier, un groupe de négociants en cacao de Bordeaux s'est lancé dans une démarche inhabituelle : entrer en relation avec un chercheur de l'Orstom (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération) à Toulouse pour s'informer des derniers avatars d'El Niño, cette énorme masse d'eau chaude qui se promène à contre-courant dans le Pacifique équatorial en profitant d'une baisse de régime des alizés.

Étonnante au premier abord, cette démarche était justifiée par des statistiques : celles qui faisaient état d'une diminution de 20 % de la production de cacao en Côte-d'Ivoire — pays qui fournit la moitié de la production mondiale — lors de la manifestation particulièrement forte d'El Niño en 1982-1983. « *A priori*, raconte Yves du Penhoat, océanographe de l'Orstom contacté par les traders, *El Niño n'a pas d'effets directs en Afrique de l'Ouest mais ces négociants m'ont montré les statistiques de l'époque, marquée par deux mois anormalement pluvieux en mai et juin suivie de trois mois plus secs que d'habitude en juillet, août, septembre. C'est cette irrégularité climatique qui avait provoqué une diminution de 20 % de la production en 1983. Cette année, ils ont voulu anticiper cette évolution pour se prémunir contre une hausse du marché.* »

Réunis à Londres le 12 septembre, les pays membres de l'Organisation internationale du cacao (ICCO) ont planché sur cette question. Mais le fait est là : avant même de s'être produit, El Niño a provoqué une envolée des cours

mondiaux de cacao. « *Un phénomène similaire peut affecter le café ou la canne à sucre, matières premières agricoles produites dans les régions tropicales* », souligne Yves du Penhoat.

Stratégies agricoles

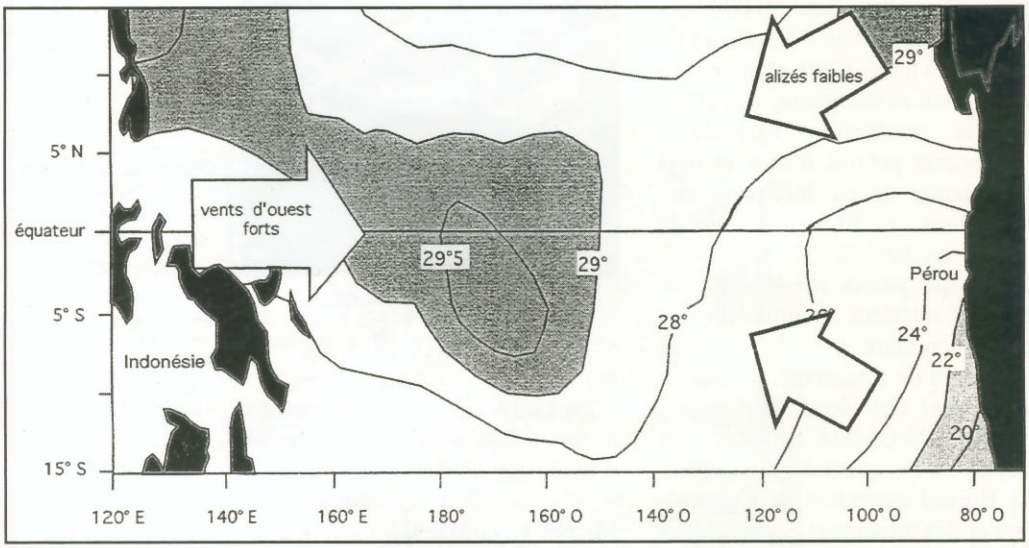
Mais les traders ne sont pas les seuls à réagir : les agriculteurs prennent en compte aussi El Niño dans leurs stratégies, à condition bien sûr qu'ils en soient informés suffisamment à l'avance, ce qui a été le cas au Brésil. Au nord de ce pays, en 1986-1987, une diminution des précipitations de 30 % avait provoqué la perte de 80 % de la production. En 1991, prévenus d'une nouvelle manifestation de « l'Enfant Jésus » — il survient en général à l'approche de Noël — les paysans ont semé des variétés de blé résistantes au manque d'eau et ont pu assurer ainsi une production égale à 80 % de la normale. « *Au Zimbabwe*, raconte Yves du Penhoat, *les services agricoles ont remarqué que la production de maïs était corrélée avec un indice El Niño et ont conseillé de modifier la date des semis.* »

A l'inverse, sur la côte du Pérou, d'ordinaire très aride mais fortement arrosée en période d'El Niño, des paysans ont semé du riz à titre exceptionnel. Au contraire, au Costa-Rica, le gouvernement a décrété l'état d'urgence début septembre afin de réaliser plus facilement des réserves d'eau dans les barrages et de maintenir les rendements de café et de maïs.

L'oeil des satellites

Ces stratégies sont possibles car le déplacement de cette immense nappe d'eau chaude est surveillée par des satellites (voir encadré) et peut être annoncé longtemps à l'avance. Ce qui est le cas pour El Niño 1997 dont l'arrivée précoce a été détectée dès le printemps dernier. « *Dans la zone Pacifique, on arrive à faire des prévisions sur des périodes précédant le phénomène de six mois, et de trois mois à l'avance pour l'Afrique occidentale où les effets d'El Niño sont moins marqués* », souligne Michel Hoepffner, qui étudie les changements globaux en Afrique et en Méditerranée à Médiaf-France, un groupement d'intérêt public associant notamment le Cnes, Météo-France et l'Orstom.

Mais l'information sur El Niño n'est pas toujours intégrée dans les comportements des acteurs politiques ou économiques, d'autant que le phénomène s'est déclenché avec plusieurs mois d'avance. La sécheresse qui affecte actuellement l'Indonésie est directement liée au déplacement du réservoir d'eau chaude. Exploitants forestiers ou



Profitant d'un affaiblissement des alizés, la nappe d'eau chaude remonte vers les côtes du Pérou sous la poussée des vents d'ouest

Le phénomène El Niño : le déplacement d'une énorme bouilloire

C'est le déplacement vers l'est d'une énorme masse d'eau chaude dans l'océan Pacifique qui est à l'origine des modifications climatiques affectant, de manière épisodique, une partie de la planète. En temps ordinaire, une surface d'eau très chaude — 28 à 30 degrés — de 5 000 km de long et 150 mètres de profondeur se concentre dans l'océan Pacifique entre l'Indonésie et les îles Salomon. Elle est à l'origine de la chaleur humide qui règne habituellement dans la région car elle provoque une très forte concentration de nuages qui se transforment en pluie. Mais tous les deux à sept ans, les vents alizés qui soufflent vers l'ouest faiblissent pour une raison complexe et le réservoir d'eau chaude reflue en sens contraire vers le continent sud-américain en provoquant une modification du climat à l'approche de Noël.

Première conséquence climatique directe : des pluies diluviennes sur la côte Pacifique. Comme dans sa région d'origine, cette eau chaude s'évapore sous le soleil, se condense en nuages et retombe en pluies sur des régions habituellement arides comme la côte du Pérou et du Chili, du Mexique, de la Californie.

La deuxième conséquence directe est l'inverse de la précédente : la sécheresse frappe des régions désormais hors de l'aire d'influence de la masse d'eau chaude : Asie du Sud-Est, notamment l'Indonésie, nord de l'Australie, Nouvelle-Calédonie en particulier.

Mais El Niño a aussi des conséquences climatiques indirectes que l'on constate sans pouvoir vraiment l'expliquer : par exemple, une sécheresse sur le Brésil, l'Afrique du Sud, des tempêtes sur la côte ouest des États-Unis, des risques de cyclone – ces tourbillons d'air chaud – sur la Polynésie française alors, qu'à l'inverse, il devrait y en avoir moins sur les Antilles françaises.

agriculteurs ne semblent pas avoir modifié pour autant leurs pratiques de mise à feu de parcelles à nettoyer, des pratiques sans danger en saison humide mais redoutables, on le voit, en saison anormalement sèche. Conséquences : les gigantesques incendies qui déciment les forêts indonésiennes – 600 000 à 800 000 hectares – et enfument les pays voisins détruisant 80 000 hectares de plantations d'hévéas et de palmiers à huile. Cette sécheresse a aussi, bien évidemment, des effets sur la production agricole : l'Indonésie prévoit d'ores et déjà une récolte de riz inférieure aux prévisions – 50,5 millions de tonnes au lieu de 52 millions -, déficit qui pèsera sur les prix du marché intérieur comme sur les cours mondiaux.

Le nord de l'Australie, touché lui aussi par une forte sécheresse, comme la Nouvelle-Calédonie, a été surpris par l'ampleur du phénomène. Le Bureau australien de l'agriculture et des ressources économiques a estimé que la récolte de blé pourrait être inférieure de 30 % à celle de l'année précédente.

En Papouasie-Nouvelle Guinée, entre un demi million et un million de personnes manqueraient d'eau et de nourriture, selon le correspondant du quotidien *Le Monde* dans cette région qui affirmait également le 27 septembre : *« La grande mine d'Ok Tedi qui produit or et cuivre, a dû fermer ses installations début septembre, la rivière Fly, son principal lien d'accès étant désormais à sec. »*

Alexandre Ganachaud. Orstom

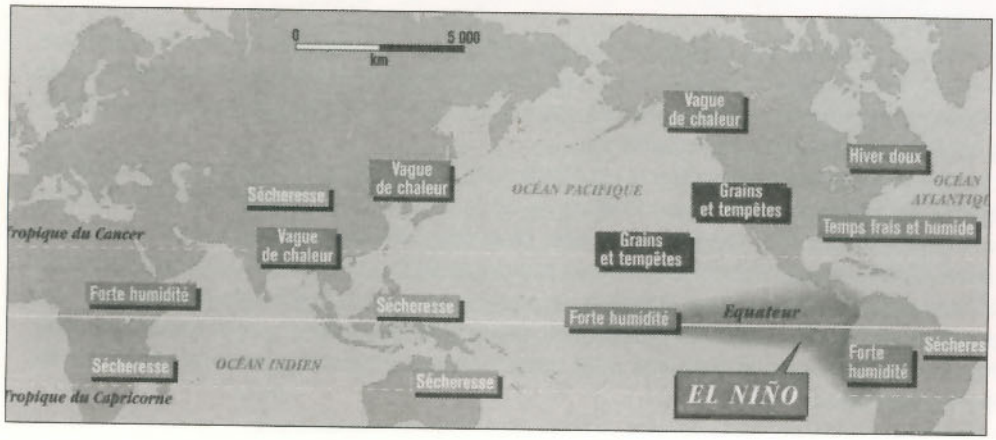
Balise dans le Pacifique

En outre, El Niño a des effets indirects qu'il n'est pas facile d'identifier et donc de prévoir : *« Nous sommes certains,* affirme Michel Hoepffner, *des effets d'El Niño sur les pays riverains du Pacifique avec une redistribution étonnante du régime des pluies qui va jusqu'à l'océan Indien, mais pour l'océan Atlantique la question est posée. »*

La démarche des négociants en cacao a ouvert, en tout cas, de nouvelles pistes sur le domaine d'El Niño qui pourrait avoir des répercussions climatiques plus larges que prévues.

Philippe Ortoli

Les conséquences d'EL Niño se font sentir jusque dans l'océan Indien



Deux mille chercheurs au chevet d'El Niño

El Niño – l'Enfant Jésus – est connu de longue date puisque les pêcheurs péruviens ont donné ce nom à ce phénomène qui provoquait à l'approche de Noël la disparition des anchois fuyant des eaux devenues trop chaudes.

Mais il y a quinze ans seulement qu'il est étudié attentivement par plus de 2 000 chercheurs du monde entier.

« Le seul avantage du phénomène c'est qu'il est relativement facile à identifier en raison de la mémoire énorme de l'eau », explique Joël Picaut, qui a passé une douzaine d'années en Nouvelle-Calédonie à la tête du laboratoire d'océanographie physique de l'Orstom. *« La capacité calorifique de l'eau est mille fois plus élevée que celle de l'air et l'on peut donc prévoir à l'avance le phénomène car il est très stable »*. Avec deux autres scientifiques de l'Orstom, François Masia et Yves du Penhoat, Jöel Picaut a mis en évidence la manière dont la masse d'eau se déplace et sa vitesse.

Les chercheurs sont informés de la température de l'eau par le satellite Géosat et connaissent le niveau de l'océan grâce au satellite franco-américain Topex-Poseïdon. Le programme Toga *(Tropical ocean and global atmosphere)* mis en œuvre de 1985 à 1994 a cédé la place au programme *Climat variability* qui étudie les déplacements de masse d'eau aussi bien superficielles, comme celles dues à El Niño, que d'autres plus profondes et plus lentes qui s'échelonnent sur des centaines d'années à des milliers de mètres de profondeur.

POINT DE VUE

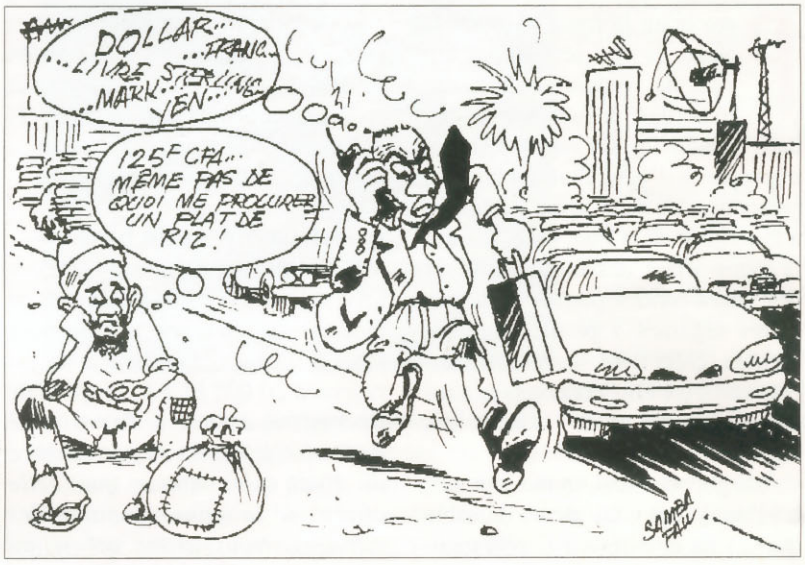
Le « développement » ou le triomphe de la croyance sur la raison

*par Gilbert Rist**

Après quarante ans d'efforts de « développement », les Africains vivent globalement moins bien qu'à l'époque des indépendances, et pourtant, personne ne semble vouloir tirer les conséquences de ce fait, comme si l'espoir du bonheur à venir l'emportait sur les enseignements de l'Histoire. Le « développement » est toujours perçu comme un impératif indiscutable en dépit des échecs passés.

Ce paradoxe ne concerne pas que l'Afrique. Au Nord aussi, l'absurdité du système est de plus en plus visible mais on ne le réforme pas pour autant : on prétend généraliser le bien-être, mais on multiplie les exclus ; on prétend créer des emplois en relançant la croissance, mais on augmente le nombre des chômeurs ; on déclare protéger l'environnement, mais on subventionne l'achat de voitures polluantes. En dépit de ces effets pervers, on continue de foncer dans le mur en se prévalant des meilleures intentions.

Il est temps de considérer le modèle de développement à l'occidentale pour ce qu'il est : un ensemble de pratiques qui consistent à transformer la nature et les rapports sociaux en biens marchands destinés à être vendus et achetés, sans se préoccuper des conséquences sociales ou écologiques. Un pays est dit « développé » lorsque les échanges qui s'y réalisent peuvent être comptabilisés dans le PNB ; c'est un pays où les ressources naturelles (l'eau, la terre, et sans doute bientôt l'air) sont monnayables (alors qu'elles sont de plus en plus polluées par le « développement »), où des « banques » se créent et se multiplient pour vendre aussi bien de l'argent que des données, des semences améliorées, voire du sperme. Un pays « développé » est un pays où le prestige se mesure à l'importance du salaire.



Samba Fall, Sénégal

C'est cela qui est au fondement du « développement », quels que soient les discours que l'on peut tenir sur l'horizon d'une société harmonieuse, qui procurerait à chacun de ses membres l'abondance et le bonheur.

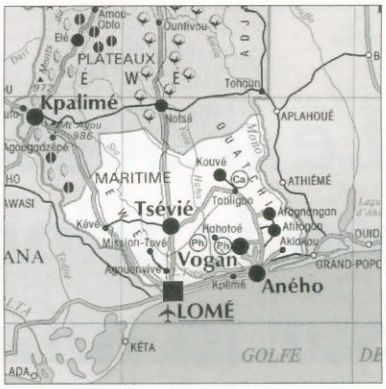
En réalité, le « développement » est une création de l'imaginaire occidental qui relève de la croyance religieuse, imperméable à toute critique. Et les échecs du « développement » deviennent autant d'occasions de renouveler les efforts pour « développer » sous prétexte de « tirer des leçons du passé ».

On sait pourtant que la généralisation du « développement » à l'ensemble de la planète est impossible car les ressources écologiques ne suffisent pas pour étendre à tous le « niveau de vie » des États-Unis ou de l'Europe. Cyniquement dit, qu'on se rassure ! On est loin d'en prendre le chemin. La « mondialisation » (qui n'a de mondial que le nom) se charge de faire le tri entre les élus et les exclus de la prospérité. Avant que le système — ou la planète — n'explose, sans doute brutalement, il est urgent de songer à un nouveau modèle, pour préparer l'après « développement ».

En réalité, le « développement » est une création de l'imaginaire occidental qui relève de la croyance religieuse, imperméable à toute critique

*Professeur à l'IUED (Institut universitaire d'études du développement) de Genève. Auteur du livre : *Développement, Histoire d'une croyance occidentale.* Presses de Sciences po, Paris, 1996.

Les maraîchers sont sur le sable



Faute d'emploi en ville ou de terres à la campagne, ils se sont installés sur la plage : sur la côte togolaise, près de 3 000 maraîchers cultivent des laitues sur le sable et alimentent Lomé, la capitale, en légumes frais.

Parcourant la route longeant la plage, la vue se pose sur un tapis de verdure se déroulant en bordure de mer. Sur la côte, dans le sable fin, sol supposé salé et impropre à l'agriculture, plusieurs personnes des deux sexes s'affairent à la tombée de la nuit, un arrosoir à la main, jetant des filets d'eau sur des plates-bandes portant laitues et divers légumes : persil, poireaux, oignons, chou-fleur, mais aussi haricots verts, cresson, concombres ainsi que du gboma et de l'adémè, des légumes locaux.

Amégbébou Adjé, trente-sept ans, est l'un de ces cultivateurs du sable qui se sont installés sur la côte togolaise, le long du golfe de Guinée. Autrefois cordonnier, il a été victime de la crise – *« les clients n'avaient pas d'argent »* – et de la concurrence des « ablonis », ces *« fripiers qui déversent sur le marché des chaussures usagées d'Europe ». « Certaines qui tiennent encore la route sont achetées à 200 FCFA au moins tandis que mes chaussures neuves coûtaient au moins 800 francs. Très sensément, les consommateurs se ruaient sur les chaussures d'ablonis. Je n'arrivais plus à gagner ma vie et celle de ma famille, d'où m'est venue l'idée de maraîchage. ».*

Où trouver de la terre ? *« Comme beaucoup d'autres qui se sont installés avant moi, j'ai occupé une portion libre de la plage. Nous n'avons pas eu à demander d'autorisation (1) et, depuis, personne ne nous a dérangés »*, raconte Amégbébou.

Investissements de base

Il a fallu tout de même faire des investissements de base, creuser un puits et installer une citerne pour stocker l'eau. *« Le puits nous est revenu à 20 000 FCFA. Profond de trois mètres à cause de la proximité de la mer, il fournit en permanence de l'eau plus douce que celle offerte à la consommation des ménages. Nous avons acheté au Ghana pour 250 000 FCFA, avec le peu d'économies nous restant, une pompe afin de faire venir sans peine cette eau non salée dans les réservoirs. »*

Amégbébou Adjé nourrit le sol d'engrais organique, de la bouse de bœuf ou de la fiente de poule. *« De temps en temps nous y ajoutons du nitrate, du 'quinze-quinze'. Quand les plantes sont menacées par des prédateurs, nous utilisons de l'insecticide ou des feuilles et graines d'une plante appelée "nime". Le succès n'est pas toujours assuré ; parfois les plantes sont belles, vigoureuses, vertes ; parfois elles sont échancrées, dévorées par les insectes. Aucune assistance ne vient à notre secours. Chacun se débrouille comme il peut. »*

Après sept ans d'activité, pourtant, Amégbébou Adjé a acquis du métier et ne s'en sort *« pas trop mal »*. Sur sa parcelle il cultive 60 « planches » de 25 mètres de longueur sur 2 mètres de large portant 200 pieds de salades. Ces planches sont encombrées par d'autres plantes piquées au pied de la salade. *« Nous arrivons à assurer un minimum, cependant les recettes ne sont pas régulières. Certains jours, nous gagnons une vingtaine de millier de francs CFA, parce que nous avons récolté 20 kilos par planche. Mais parfois nous ne gagnons rien parce que salades et légumes ont été mangés par des chenilles, parce que leurs feuilles se sont recro-*

Olivier Eglon. Togo

quevillées, ou tout simplement, nous ne gagnons rien parce qu'il n'y a pas de clients. »

Les maraîchers vendent leur production sur pied à des grossistes, des femmes revendeuses. Le prix est âprement discuté. Chaque planche peut rapporter 1 000 FCFA, 5 000 FCFA maximum, ce qui est rare. Le revenu de ces maraîchers des sables tourne autour de 20 000 FCFA par mois pour quatorze heures de travail quotidien, d'après les estimations des services des enquêtes et statistiques agricoles (DESA). Selon la Direction régionale du développement rural (DRDR) de la région maritime, il existe des projets d'encadrement des producteurs de légumes en bordure de mer. Mais les revendeuses de légumes, mieux organisées, tirent souvent de meilleurs bénéfices du travail des producteurs.

Un secteur porteur

Cependant, bien que les revenus procurés soient faibles, le secteur est porteur : de plus en plus de Togolais consomment des légumes frais d'origine européenne désormais cultivés dans le pays. Laitue, cresson, haricots verts, blettes, sont conseillés par les médecins aux hypertendus et diabétiques, qui les mettent à leur menu. Ces légumes entrent aussi dans les habitudes culinaires. Ils sont consommés de plus en plus fréquemment par la classe bourgeoise. Pour ces raisons, les maraîchers escomptent un élargissement de leur clientèle et des débouchés plus larges. Pour l'heure, en dépit des difficultés actuelles, Amégbébou Adjé ne se plaint pas. *« Bien qu'il y ait beaucoup de perte, j'arrive à m'en sortir. Mon travail me plaît. Et puis, je suis mon propre patron ».*

John-Bosco Adotevi

(1) Le domaine maritime est une propriété publique ; toutefois, les maraîchers l'occupent jusqu'à ce que l'État en ait besoin ou le cède à une entreprise. Dans ce cas, les occupants sont « déguerpis ».

DR

3 000 tonnes de laitues par mois

Le nombre d'exploitants agricoles installés sur la côte togolaise pour produire des légumes peut être évalué à 6 000 alors que la région en compte 18 000 à 20 000. Avec une moyenne de 50 « planches » par maraîcher qui produisent 10 kilos de laitues par mois, la production de laitues sur ces plages peut atteindre 3 000 tonnes. Selon les statistiques de 1995, la production maraîchère, tous légumes confondus, a augmenté de 297 % en huit ans, soit 18,8 % par an.

Contrairement à une opinion largement répandue, la production agricole sur des sols sableux proches de la mer n'est pas impossible, comme le prouvent les maraîchers togolais.

Les nappes phréatiques au bord de la mer sont généralement de deux sortes : une nappe douce qui surnage et une autre salée ; ce qui fait que l'eau de la nappe du bord de la mer est plus douce que celle qui est éloignée.

Quant au sable de la plage, il est peu salé. Les embruns de la côte togolaise ne sont pas très forts et les maraîchers connaissent les endroits où il faut planter des haies de protection. Par ailleurs, l'arrosage fréquent dessale les légumes en lavant aussi le sable. Les engrais organiques améliorent évidemment la productivité de cette terre sableuse.

J.-B. A.

Une côte étroite et difficile

L'espace côtier du Togo a les dimensions d'un mouchoir de poche — 60 km à peine de la frontière du Ghana à celle du Bénin — mais il permet au pays d'échapper à l'enclavement. Toutefois, l'étroitesse du littoral ne lui permet pas de tirer tous les bénéfices de sa situation maritime, comme c'est le cas pour d'autres Etats baignés par la mer.

Il y a certes un port qui dessert des pays enclavés tels le Niger, le Burkina Faso et le Mali mais la côte n'est pas poissonneuse comme celles du Sénégal et de la Mauritanie. En outre, elle est victime d'une sévère érosion qui fait disparaître les constructions des bords de plage. La ville d'Aného, située à 60 km à l'est de la capitale témoigne de ce handicap, véritable casse-tête pour les habitants. La route internationale Lomé-Cotonou-Lagos, a dû être reculée à plusieurs reprises à cause d'une sévère érosion qui ne favorise pas les aménagements touristiques susceptibles d'accueillir la clientèle étrangère. En outre, la barre, dans ce secteur, est houleuse et dangereuse.

Quelques cocotiers, plantés dans un sable fin invitant à s'étendre à l'ombre de leur feuillage, narguent fièrement cette masse d'eau menaçante. Malheureusement, ce sable fin est régulièrement enlevé au profit des bâtisseurs de maisons, aggravant ainsi un peu plus l'érosion. Une usine de traitement de phosphate ajoute à la pollution provoquée par le déversement des eaux usées des citadins

J.-B. A.

Le pourghère plante miracle ou mirage ?

Le pourghère soigne les entorses, protège les sols, éloigne les animaux des champs cultivés et, en plus, il fait tourner des moteurs Diesel. Venue d'Amérique latine mais présente sur tous les continents, cette plante semble dotée de belles qualités. Miracle ou mirage ?

Cirad

Au Sahel, une plante familière

Le pourghère fait partie de la vie quotidienne des Africains dont il soigne de multiples maux. Et des moteurs à huile de Pourghère pointent même leur nez au Mali.

Le pourghère est un arbuste qui pousse un peu partout dans les pays du Sahel, même sur des sols impropres à l'agriculture. Il n'exige pas de soins particuliers.

Les paysans l'utilisent comme haie de protection autour des jardins et des cultures de plein champ. Les animaux ne le mangent pas à cause de son goût et de l'odeur qu'il dégage. Socialement parlant, donc, il empêche les conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Plante médicinale (les Mandingues l'appellent d'ailleurs *« Mougou bagani »*, c'est à dire le bagani contre les entorses), ses feuilles sont utilisées pour soigner les entorses et les courbatures, sa sève calme les douleurs dentaires.

Une fois purifiée, l'huile extraite de ses graines est employée comme un substitut du gazole dans des moteurs spécialement adaptés (moulins à grains, groupes électrogènes, motopompes). Ce carburant a un avantage : il ne dégage pas de gaz carbonique dans l'atmosphère. Selon les experts, le CO2 émis par la carburation de l'huile est neutralisé par photosynthèse. Avec donc le carburant à base d'huile de pourghère, pas de pollution de l'atmosphère !

Les résidus de cette huile, à condition qu'ils soient purifiés, constituent un excellent engrais, aussi riche que les excréments d'animaux. A partir de l'huile brute, les femmes fabriquent un savon très efficace contre les maladies de la peau. L'extraction de l'huile ne nécessite pas de moyens sophistiqués. Elle est réalisée dans les villages par les femmes exclusivement au moyen de petites presses à mains.

Dans l'ethnie mandingue (qui peuple le Mali, la Guinée, le Burkina Faso, la Gambie, la Sierra Leone, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, la Guinée-Bissau), si ce sont les hommes qui plantent le pourghère pour protéger leurs cultures, il leur est interdit de toucher aux graines. Ce sont les femmes qui les récoltent pour les vendre ou pour fabriquer du savon, car l'huile n'est pas comestible. Dans plusieurs villages du Sud Mali, des presses à moteur à l'huile de pourghère ont été installées, à titre expérimental, dans le cadre d'un projet financé par l'organisme allemand GTZ. Ce sont les femmes qui les font fonctionner. Leurs revenus sont appelés à s'améliorer.

Selon certaines études menées par ce projet, le prix de revient d'un litre de carburant, à base d'huile de pourghère est de 163 FCFA. Comparé au prix à la pompe à Bamako du litre de gazole importé, 250 FCFA, l'espoir est permis.

Fadjigui Sinaba

Une plante peu exigeante

Originaire d'Amérique du Sud, puis répandu en Afrique et en Asie, *Jatropha curbas* – nom scientifique du pourghère – appartient à la famille des euphorbiacées. Arbuste à bois tendre qui peut atteindre 8 mètres de haut et vivre 50 ans, c'est une plante rustique : il pousse aussi bien dans les régions semi-arides qu'équatoriales et jusqu'à 1 000 mètres.

Le pourghère perd une partie de ses feuilles en saison sèche mais a deux floraisons par an. Son fruit contient 1 à 3 graines de quelques dizaines de grammes qui recouvrent une amande composée d'huile.

Le rendement du pourghère est variable : un arbre donne de 4 à 5 kilos de graines et 3 à 3,5 kilos d'amandes à Madagascar mais jusqu'à 12 kilos d'amandes aux îles du Cap-Vert. A raison de 1 000 arbres par hectare, un hectare de pourghère peut produire jusqu'à 1,2 tonne d'amandes.

Le pourghère biocarburant d'avenir ?

Le pourghère peut-il rentrer dans la grande famille des biocarburants de masse ? Les essais effectués ces dernières années ouvrent certains espoirs, malgré de nombreuses difficultés de financement.

Les premières expériences sur l'utilisation de l'huile de pourghère comme carburant de remplacement dans les moteurs Diesel remontent à 1940. Elles ont été effectuées au Mali par l'Office du Niger qui avait entamé des recherches sur la production de pétrole végétal à partir d'oléagineux. Non comestible, le pourghère avait l'avantage sur d'autres oléagineux comme l'arachide de ne pas être en concurrence avec l'alimentation humaine et d'être largement disponible.

Ces expériences ont démontré que l'huile de pourghère était capable de faire tourner des moteurs Diesel lancés préalablement au gazole à condition d'être mélangée avec un peu d'alcool et de mazout. A condition aussi d'être traitée pour réduire la teneur en acide oléique. Avec le retour de la paix et du pétrole abondant, les recherches sur les carburants de substitution furent abandonnées mais elles reprirent après l'éclatement de la crise pétrolière en 1974.

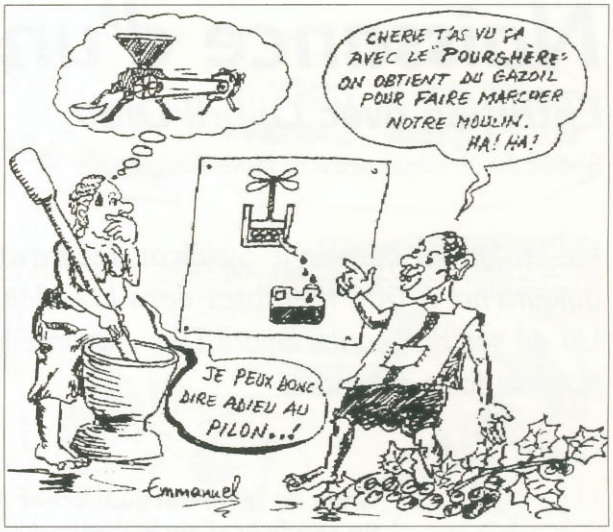
Spécial énergie

En 1983 des instituts de recherche français, ancêtres du Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), mirent au point un projet pilote au Mali sur l'utilisation de l'huile de pourghère comme carburant dans le milieu rural africain : l'idée était de produire à faible coût un carburant extrait de façon artisanale pour faciliter l'introduction d'une petite motorisation (motoculteurs, motopompes, conservation réfrigérée de médicaments). Abandonné par le Cirad faute de financement, ce projet fut repris par GTZ, organisme de coopération allemand, au Mali sous la forme d'un Programme spécial énergie dans cinq sites pilotes qui traitent 100 tonnes de grains. A l'issue d'une première étape, ce projet vient d'être suspendu dans l'attente de nouveaux crédits. Quelques dizaines de moteurs adaptés à l'huile de pourghère sont en fonctionnement.

Le Mali fonde de grands espoirs sur ce programme qui peut permettre à terme, selon GTZ, l'autosuffisance du monde paysan en énergie. Mais cet objectif se heurte encore à deux obstacles : l'adaptation des moteurs, d'abord ; le pourghère ne convient en effet qu'aux moteurs Diesel gros volume à chambre de précombustion qui peuvent alimenter des groupes électrogènes ou des véhicules spécialement conçus. Il faut ensuite que la production de graines suive, c'est à dire que les paysans soient incités à les récolter par des prix rémunérateurs, ce qui majorerait le prix du carburant et le rendrait moins avantageux par rapport au gazole.

Des haies systématiques

La puissante CMDT (Compagnie malienne du coton) parie sur le pourghère et joue un grand rôle dans son développement : elle aménage systématiquement des haies à raison de 4 000 km par an, soit 100 000 km à l'heure actuelle pour 700 000 hectares. Cela représente, selon GTZ, un potentiel de 100 000 tonnes de graines, soit 31 millions de litres d'huile de pourghère, ce qui équivaut, selon lui, à 40 % de la consommation actuelle de carburant Diesel au Mali.



Emmanuel Dao. Mali

« Le Mali n'est pas le seul pays à développer le Pourghère », souligne Gilles Vaitilingom, le « Monsieur biocarburants » du Cirad. *« Le Cap-Vert qui reste un des rares pays producteurs de savon de pourghère, fait de essais de carburant, de même que le Brésil. Le Nicaragua a planté plusieurs milliers d'hectares pour la production d'huile de diester. L'Inde serait également sur les rangs. »* En réalité, souligne Gilles Vaitilingom, le pourghère a la même productivité en huile que le colza, une tonne à l'hectare, et il a *« une place importante parmi les biocarburants »* en raison de ses potentialités.

Nicolas Bocca

Une histoire en dent de scie

C'est en raison de ses qualités médicinales pour l'homme et répulsives pour les bêtes que l'arbuste a été cultivé de manière intensive dans les années 40, notamment à Madagascar, au Bénin, en Guinée au Cap-Vert et au Nicaragua, entre les deux guerres mondiales. L'huile de pourghère permettait la fabrication d'un savon réputé bon pour la peau dans toute l'Afrique de l'Ouest. Il est d'ailleurs toujours beaucoup cultivé pour cette raison au Cap-Vert. Le Portugal et la France importaient de leurs colonies jusqu'à 3 000 tonnes de graines par an. Le savon de Marseille qui s'est imposé en France comme savon populaire aux multiples usages était fabriqué à base d'huile de pourghère.

Les premières recherches pour faire de l'huile de pourghère un carburant ont été lancées, semble-t-il, dans ce qui était alors l'Afrique occidentale française lors du déclenchement de la Seconde guerre mondiale. Elles ont été abandonnées avec le retour de la paix avant d'être relancées à partir des années 70, économies d'énergie obligent.

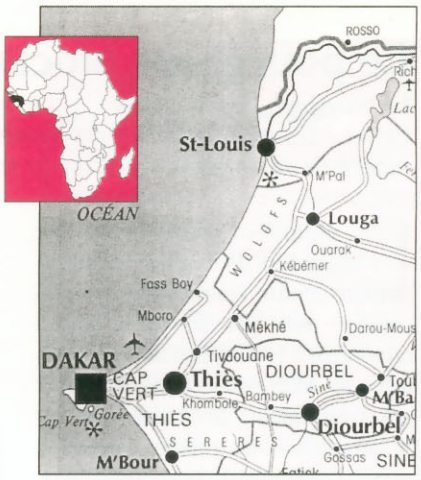
Son atout, c'est son mauvais goût ; l'huile de pourghère ne peut être consommée car les graines dont elle est extraite renferment de la curcine, toxine qui lui donne une odeur et un goût désagréables et éloigne les animaux.

Source : Dossier huile de Pourghère, carburant Diesel, Cirad, 1995.

Naissance d'un syndicat

Entretien avec Djibril Diao,

Syndicat des travailleurs ruraux du fleuve, Sénégal



Né en janvier dernier, le Syndicat des travailleurs ruraux compte aujourd'hui 5 000 membres dans la vallée du fleuve Sénégal. Un de ses dirigeants, Djibril Diao, raconte les premiers combats pour se faire entendre.

Grain de sel : Pourquoi créer un syndicat d'agriculteurs ?

Djibril Diao : Pour nous défendre, bien sûr, pour défendre les agriculteurs, le monde rural ! Ce besoin de s'organiser s'est fait sentir quand l'État s'est retiré des organismes publics, en particulier dans le périmètre irrigué du fleuve Sénégal et dans ses zones rizicoles : en attribuant la gestion des infrastructures aux paysans, l'État n'a fait que transférer les problèmes car il n'a pas fourni les moyens matériels et financiers qui vont de pair. La crise s'est accentuée avec la dévaluation du franc CFA, la mauvaise gestion des exploitations, les exigences du crédit agricole. Il a bien fallu se prendre en main

Le syndicat semble né d'une transformation de l'Etat ?

Oui, c'est vrai. Auparavant, nous n'avions pas notre mot à dire car l'Etat faisait tout. Mais aujourd'hui, on a l'impression que l'Etat est contre nous, parfois malgré lui, et nous devons nous défendre. Car, même s'il veut régler les problèmes des agriculteurs, il subit la pression des autres couches de la population : quand il s'est agi d'augmenter le prix du riz, les syndicats de consommateurs ont dit non. Quand il a été question de taxer les importations de riz, les commerçants ont dit non. l'Etat a cédé à la pression des autres syndicats qui ont obtenu des résultats à notre détriment. On s'est donc rendu compte rapidement que s'il n'y avait pas de syndicats dans notre secteur d'activité, le monde rural n'avancerait pas. Et nous avons décidé de créer notre organisation. On a été frappé par le rôle des syndicats français dans la prise en charge de la paysannerie française. Ils prennent leurs tracteurs, ils barrent les routes quand il faut pour se faire entendre. C'était inimaginable chez nous.

Concrètement, comment avez-vous procédé ?

Nous avons décidé de démarrer dans une seule communauté rurale – c'est notre circonscription administrative – dans le delta du fleuve Sénégal. Elle regroupe une trentaine de villages. Dans ces villages, nous avons entrepris une action de sensibilisation. Pour cela, nous nous sommes organisés de la manière suivante : la trentaine d'agriculteurs décidés à créer ce syndicat a formé un comité d'organisation et chacun s'est réparti le travail dans des commissions : il y avait une commission juridique pour réfléchir aux statuts du syndicat et à son fonctionnement. Il y avait une commission de « sensibilisation » chargée d'expliquer pourquoi il fallait créer un syndicat. Une femme sensibilisait une autre femme en discutant avec elle, un jeune, un autre jeune, un éleveur, un autre éleveur, ainsi de suite. Il y avait une troisième commission chargée de réfléchir aux objectifs du syndicat. On voulait créer un syndicat pour obtenir des résultats, il fallait donc dégager des priorités, faire un plan d'action. Enfin, une quatrième commission était chargée de l'organisation matérielle d'un congrès constitutif. Dès le départ, on a fixé le montant de la cotisation à 300 FCFA (3 FF). Cela nous a fourni de quoi faire le tour des villages et effectuer les démarches administratives. Le tout nous a pris trois mois.

Comment avez-vous été reçus par les villageois ?

Cela n'a pas été facile. Les gens avaient un peu peur. La population hésitait. Certains pensaient que le syndicat, c'était pour faire des problèmes et qu'ils allaient avoir des ennuis. Il a fallu expliquer ce qu'était un syndicat, que c'était autorisé et qu'il s'agissait de représenter le monde rural pour le défendre.

Nous avions besoin d'un arrêté du sous-préfet pour tenir notre congrès constitutif. Le sous-préfet était un peu gêné aussi par le mot « syndicat ». Mais nous n'avons pas voulu faire de compromis, utiliser un autre terme. Comme c'était prévu par la loi, le préfet a signé son arrêté. Ce papier a été un déclic. De nombreux ruraux n'ont plus hésité à adhérer au syndicat.

Comment avez vous organisé le congrès ?

Les 22 villages ont envoyé un nombre de délégués proportionnel au nombre d'adhérents, 1, 2, 8, 12, selon les cas, 180 au total qui se sont réunis à Rosso sur un terrain prêté par la communauté rurale. Cela fait partie des effets positifs de la décentralisation. On a choisi de tenir le congrès pendant le ramadan par mesure d'économies puisqu'il n'y avait pas de repas à prendre sur

place. Les nerfs étaient un peu tendus car il fallait tout faire entre 10 heures et 17 heures.

La journée a été divisée en trois : d'abord une séance plénière pour expliquer les objectifs du syndicat. Ces objectifs sont la défense et la prise en charge non seulement des paysans mais de tous les ruraux, de leur vie, de l'environnement, de leur santé face à la pollution du delta, par exemple. Ensuite, des ateliers sur le statut du syndicat, son plan d'action, l'attente des adhérents. Enfin, une nouvelle réunion plénière pour la synthèse. Il fallait que ce soit démocratique et que cela aille vite. Ce n'était pas facile à concilier.

Qu'avez vous entrepris depuis ?

Nous avons participé à la manifestation du Premier mai. C'est très important pour nous. Imaginez ! c'était la première fois que des paysans participaient à une manifestation de ce genre au Sénégal ! Au début, les syndicats ouvriers, ceux de la compagnie sucrière, ceux des industries de la tomate n'appréciaient pas beaucoup. On nous avait mis au milieu, un peu pour nous noyer. Quand on a été devant la préfecture pour remettre le cahier de doléances, chaque syndicat est venu s'exprimer sur l'estrade. Mais on nous a « oublié ». Notre secrétaire général-adjoint a bondi alors sur le micro. Il a dit qu'il y en avait marre de subir les autres syndicats, d'être désarmé devant l'Etat, qu'on voulait vivre et qu'il fallait désormais compter avec nous. On a imposé ainsi notre existence et on a commencé à donner une autre image des ruraux.

Cela fait partie de notre stratégie de relations externes et internes pour réagir à tout et à temps.

Quelles démarches avez-vous entamées ?

Au lendemain du congrès, on a demandé et obtenu d'être présent au conseil économique et social de la Région. Une délégation s'est rendue également à Dakar au Bureau international du travail, le BIT, pour mettre sur la table notre plan d'action en escomptant un appui financier. On a été vraiment surpris par l'accueil pas du tout bureaucratique et les encouragements qu'on a reçus. On a envoyé également une lettre au président de la République en demandant de le rencontrer. On va faire la même démarche avec le ministre de l'Agriculture et toutes les personnalités qui ont un pouvoir de décision.

Samba Fall. Sénégal

Et sur le plan matériel, qu'avez vous obtenu ?

Ce qui est impératif pour un syndicat, c'est d'avoir des résultats. Les gens en ont marre des réunions qui ne débouchent sur rien. On a réglé des petits problèmes qui montrent une certaine efficacité du syndicat, en dehors des gros dossiers sur le prix du riz, de la viande etc. On a obtenu un terrain pour organiser à Rosso un marché hebdomadaire pour les éleveurs. On a écrit à la communauté rurale, nous avons argumenté, en 48 heures on a eu l'aval du président. C'est un résultat. Il y en aura d'autres.

On a imposé notre existence et on a donné une autre image des ruraux

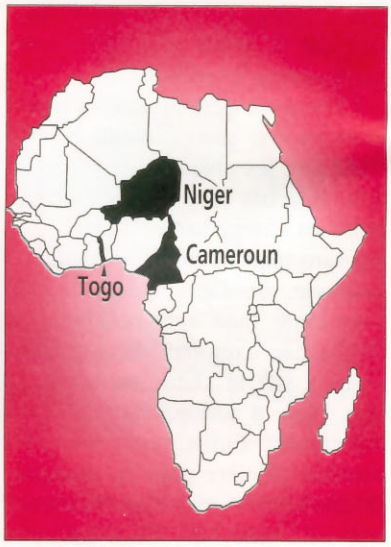
Votre syndicat cherche-t-il à s'élargir ?

On ne veut pas que notre syndicat s'agrandisse en tache d'huile jusqu'à devenir trop grand. Cela poserait des problèmes. Plus c'est grand et mieux ça vaut, c'est vrai mais il faut que la croissance soit maîtrisée. Nous préférons que d'autres paysans, dans d'autres communautés rurales, créent des syndicats comme le nôtre avant de nous regrouper dans une organisation commune plus tard. Mais nous sommes curieux de savoir comment cela se passe de l'autre coté du Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique.

Propos recueillis par **Philippe Ortoli**

Comment améliorer l'aide à l'agriculture ?

Philippe Ortoli



Libérer la parole sur l'aide au secteur agricole : c'est l'objectif du groupe de travail de l'Inter-Réseaux qui a constitué un échantillon de trois pays (Cameroun, Niger, Togo) dans ce dessein. Résultats de la « consultation » d'ici la fin de l'année. En attendant, deux notes de synthèse ouvrent le débat. Explications.

Au Nord, l'aide des pays développés au secteur agricole de l'Afrique subsaharienne diminue. Elle est victime d'un effet de lassitude, qui touche l'aide en général, des bailleurs de fonds et de l'opinion publique. Au Sud, les attentes d'un débat sur l'aide au secteur agricole sont importantes. Trop souvent laissées de côté dans la définition et la mise en œuvre des actions de coopération dans le secteur agricole, beaucoup de personnes, issues de milieux variés (ONG, organisations paysannes, recherche, administration locale…) aspirent à participer à une réflexion commune sur l'aide au secteur agricole.

Le bilan du passé est un exercice inévitable qui, mené de manière sereine et constructive, peut enrichir la réflexion par rapport à l'avenir. Malgré ces fortes attentes, peu d'initiatives sont prises pour favoriser ce débat qui reste trop confiné à de petits groupes de spécialistes.

Comment participer au groupe de travail ?

Si vous appartenez à l'un des trois pays où vont se dérouler les études, vous pouvez prendre contact avec les trois animateurs.

- Au Cameroun : Athanase Bopda, BP 14704 Yaoundé.
- Au Niger : Almoustapha Soumaila, ABC écologie, BP 10034 Niamey.
- Au Togo : Adovi John Bosco Adotevi, BP 1017 Lomé.

Si vous êtes dans un autre pays mais que vous voulez apporter votre témoignage, vous pouvez nous envoyer votre contribution, nous demander les notes de synthèse complètes et nous faire part de vos réactions. Vous pouvez aussi réunir un groupe de personnes concernées par ces questions et animer un débat. Nous diffuserons ses conclusions.

Ouvrir le débat

Afin, justement, de contribuer à ouvrir ce débat, deux notes ont été élaborées dans le cadre de l'Inter-Réseaux (voir rubrique *Publications*). Elles mettent chacune l'accent sur un angle différent : les enjeux du développement rural, d'une part, les questions soulevées par l'analyse de l'aide, d'autre part (voir encadrés).

Séparer ces deux thèmes peut paraître inutile à certains. Il semblerait évident d'affirmer que ceux qui « font » de la coopération au développement sont bien placés pour parler de stratégies de développement. C'est en partie vrai, mais cela se révèle insuffisant pour analyser, dans toutes ses composantes, l'efficacité et l'impact de l'aide au secteur agricole. En centrant le débat sur les stratégies de développement (ce que l'on veut faire), on fait souvent l'impasse sur les implications de l'aide et les méthodes d'interventions (comment on travaille, avec qui, selon quels principes et avec quelles méthodes ?). Débattre clairement de la manière dont l'aide agit au quotidien, ou de la manière dont elle se traduit en acte sur le terrain, semble peu discuté.

Première
note de synthèse

Les enjeux du développement rural

« Quel développement pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne ? » : comme son titre l'indique, la première note de synthèse concerne plus spécifiquement les enjeux du développement rural. Elle propose des commentaires synthétiques sur quelques grandes études de prospectives récentes sur le secteur agricole et alimentaire en Afrique subsaharienne. Elle développe ensuite une série d'analyses sur la manière d'aborder les questions de développement du secteur agricole et alimentaire. Elle a été rédigée par Robert Denève, consultant international.

Quelques idées reçues sont remises en cause dans cette note : faut-il vraiment maintenir une petite agriculture paysanne à tout prix et centrer le développement des pays africains sur leur agriculture ? Les études comparatives et les analyses prospectives conduites par les agences d'aide reposent sur des données parfois peu fiables. Ne peuvent-elles pas être débattues ?

L'auteur propose ensuite une analyse que l'on peut résumer en trois points :

- Les rendements ne sont pas améliorables de manière significative sans surexploiter des ressources naturelles ou sans ajouter des intrants trop coûteux pour une petite agriculture paysanne.
- Actuellement, n'y a-t-il pas trop d'agriculteurs par rapport à leurs clients (la demande solvable urbaine est insuffisante) ?
- Quelles alternatives existent sur le terrain ?

À l'écoute du terrain

L'activité principale du groupe de travail Aide publique au développement agricole va consister en trois études, au Niger, au Togo et au Cameroun. Elles seront achevées à la fin de l'année. Leur objectif essentiel est de libérer la parole sur le sujet très peu abordé de l'aide au secteur agricole. Chacun, quelle que soit sa place, est partie prenante de la chaîne du développement rural : l'aide n'est pas seulement l'affaire des bailleurs de fonds, des ministères et des chefs de projets, c'est aussi l'affaire des ONG, de l'administration, des paysans eux-mêmes et de leurs organisations. Les résultats de ces discussions dans chacun des pays permettront de poursuivre le travail et, probablement, d'élargir le débat.

Denis Pesche

Saïd. Cameroun

Marie-Agnès Leplaideur. Periscoop

Deuxième
note de synthèse

Les enjeux liés à l'aide et à ses mécanismes

« Cinq questions sur l'aide à l'agriculture en Afrique subsaharienne » : la deuxième note de synthèse propose sous cette forme des axes de réflexions sur la manière d'améliorer l'aide au secteur agricole et alimentaire en Afrique subsaharienne. Les questions qu'elle soulève constituent le centre de la problématique du groupe de travail. Elle a été rédigée par David Naudet, de Dial.

Selon lui, l'aide laisse un sentiment répandu d'insatisfaction : malgré des résultats visibles dans certains domaines (infrastructures, santé), les difficultés sont patentes. L'aide ne sait pas tout faire et, par manque de coordination et à cause de sollicitations croisées, elle désorganise parfois les institutions africaines. Les programmes restent le plus souvent décidés par le bailleur de fonds, les approches sont standardisées et leur impact est difficilement évaluable. La participation est rarement effective. L'absence de contrepartie rend l'aide trop accessible, sans pour autant toujours parvenir à ceux qui en ont le plus besoin. Malgré le souci louable de chaque donateur d'améliorer son efficacité, le manque d'efforts conjoints entraîne des effets indirects. Tant de projets ont provoqué des effets indésirables et n'ont pas été suivis de véritable dynamique.

Beaucoup s'accordent à dire qu'un renforcement des capacités institutionnelles est prioritaire, mais comment y parvenir ? L'aide peut-elle accompagner dans la durée et avec la souplesse nécessaire des processus fragiles et complexes ? Après la surenchère dans les objectifs que se donne l'aide, ne doit-on pas revenir à plus de modestie et faire ce que l'on sait vraiment faire ?

RELANCE DES MARCHÉS VIVRIERS

La nécessité d'une concertation

Mélanger des paysans, des commerçants, des transporteurs de la filière vivrière, remuer pendant plusieurs jours et laisser décanter : c'est ce qu'a fait au Cameroun le groupe de travail Reconquête des marchés vivriers. *De l'avis général, la recette est bonne.*

Secrétariat d'État à la Coopération

Il est difficile de s'improviser commerçant

Une quarantaine de producteurs agricoles, d'opérateurs économiques et de représentants d'organismes d'appui se sont réunis à Mbalmayo (Cameroun), en juillet, à l'initiative du groupe de travail Reconquête des marchés vivriers de l'Inter-Réseaux. Produire, transformer, stocker, transporter, vendre, qui peut faire quoi et comment améliorer la présence des produits vivriers de base sur les marchés locaux ? Tel était le sujet de cette rencontre qui a suscité de vifs débats

« En définitive, ce sont les rongeurs qui ont réalisé l'affaire », a raconté Roger Mba, responsable de la commercialisation d'une fédération de groupements (la Fegaa-Est), en évoquant les dizaines de sacs d'arachide qui n'ont pas trouvé preneur sur l'un des marchés de Yaoundé, conclusion d'une série de difficultés malgré des débuts encourageants. Grâce à un financement extérieur et pour aider ses membres à faire face aux frais de scolarité de leurs enfants, la Fegaa-Est s'était lancée dans la production d'arachide. La récolte venue, les déboires ont commencé : mauvaises conditions de stockage durant la saison des pluies, achat d'une décortiqueuse inadaptée, coûts de transports exorbitants, méconnaissance du marché. Après plusieurs mois de péripéties, l'opération s'est soldée par un échec cuisant.

D'autres participants camerounais ont fait part, eux aussi, d'expériences qui ont tourné court.

Conclusion : sans un minimum d'expérience et de préparation, il est difficile de s'improviser transporteur ou commerçant.

Cela signifie-t-il que les producteurs soient condamnés à subir la loi des intermédiaires qui s'enrichissent à leurs dépens ? En réalité, les intermédiaires prennent aussi des risques, perdent parfois de l'argent et leurs marges ne sont pas toujours élevées car ils doivent tenir compte du pouvoir d'achat des consommateurs. *« Il est trop facile de nous jeter la pierre »*, a souligné l'un d'eux, Amos Nsath Nsath. Pour nourrir les milliers de volailles de sa ferme de Mbankoma, au Cameroun, il a eu toutes les peines du monde à faire respecter les contrats d'approvisionnements en maïs passés avec une trentaine de groupements de producteurs. Malgré l'avance des semences et de l'engrais, un prix d'achat du maïs négocié à 65 FCFA par kilo au début de l'opération, seuls huit groupements ont honoré, à l'époque, leurs engagements. Aujourd'hui, toutefois, un climat de confiance a été instauré entre eux et les affaires ont continué.

Cette question de la confiance est aussi celle évoquée par Youssouf Traoré à propos du Pasal (Programme d'appui à la sécurité alimentaire) en Guinée. Pour relancer la filière du riz local et améliorer les capacités de ses acteurs (producteurs, collecteurs, grossistes, distributeurs) une série d'actions a été engagée. La disponibilité du crédit joue un rôle déterminant dans ce projet mais la concertation est tout aussi essentielle. Plusieurs forums de discussion ont été organisés afin d'identifier précisément les problèmes rencontrés par chacun des acteurs et pour proposer des solutions. Après l'échec de certains contrats trop formalistes établis entre producteurs et opérateurs économiques des formes plus souples d'engagement réciproque ont été élaborées. Reste aussi à savoir si les banques continueront d'accorder leur confiance aux opérateurs à la fin du projet.

Concertation encore au Mali où l'Association des producteurs de pomme de terre de Sikasso (APPS) cherche à planifier avec ses groupements la mise en marché de ses tubercules pour éviter l'effondrement des prix au moment de la récolte. Elle multiplie aussi les contacts auprès des commerçants et importateurs pour trouver des débouchés à Bamako et à Abidjan.

En dépit des difficultés, et elles sont nombreuses au Cameroun, au Mali, en Guinée, au Bénin ou au Sénégal, les expériences relatées ont montré au moins une chose : pour mesurer les risques et trouver des compromis entre les différents intérêts, il faut s'informer, dialoguer, évaluer ses propres capacités. À l'issue de cette rencontre, chacun est convenu de l'intérêt de maintenir l'échange d'informations et de poursuivre la réflexion sur les conditions de réussite de ces multiples initiatives. Au réseau APM Cameroun et à l'Inter-Réseaux d'y contribuer.

Benoît Vergriette
Animateur du groupe de travail
Reconquête des marchés vivriers

Trois questions à deux agriculteurs

Deux agriculteurs sénégalais participaient au Salon des fourrages et des initiatives locales *qui s'est tenu en septembre, à Rennes, dans l'Ouest de la France. Entretien avec Mohamed Souko et Pascal Mané de l'Entente de Diouloulou.*

Qu'est ce qui vous frappe dans l'agriculture française ?

Les paysans travaillent beaucoup. Chez nous, on dit, le « toubab » commande et travaille peu. Ce n'est pas le cas ici. Le Salon nous a aussi permis de rencontrer des paysans d'autres pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie puisqu'une douzaine de pays du Sud étaient représentés. Partout l'agriculture a de gros problèmes.

Qu'est-ce qui vous a intéressé dans le Salon ?

Le colloque sur la commercialisation avec l'accent mis sur l'échange entre producteurs et consommateurs. Nous avons mieux compris qu'il nous faut nous battre pour défendre notre agriculture. Nous avons rencontré des gens qui croient en leur métier. Surtout des jeunes paysans.

Les innovations qui vous ont marqué ?

Les pratiques d'entraide de l'agriculture paysanne, par exemple les Cuma (coopérative d'utilisation du matériel agricole) où des paysans se groupent pour acheter et utiliser le matériel agricole. La solidarité fait évoluer les mentalités. C'est important, surtout en Afrique. Le matériel agricole en France, ça nous fait rêver.

Propos recueillis par Médard Lebot
Membre du bureau de l'Inter-réseaux

Publications de l'Inter-réseaux

Enjeux de l'aide au secteur agricole

• Quel développement pour la sécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne. *Robert Denève.*

• Cinq questions sur l'aide à l'agriculture en Afrique subsaharienne. *David Naudet.*

Deux notes de synthèses pour servir d'appui au débat sur l'aide au développement (voir pp. 14 et 15).

Groupe de travail Enjeux de l'aide au secteur agricole en Afrique subsaharienne, Inter-Réseaux, Paris, 1997, 45 p.

Pour des systèmes irrigués autogérés et durables : façonner les institutions. *Philippe Lavigne Delville*

Ce document met à la disposition des intervenants francophones en irrigation les analyses d'Elinor Ostrom.

Groupe de travail Irrigation, Inter-Réseaux, Paris, 1997, 46 p.

Inter-Réseaux sur Internet

L'Inter-Réseaux s'est accroché avec *Grain de sel* sur la toile d'Internet.

Une dizaine de pages peuvent être consultées par ceux qui veulent faire connaissance avec l'Inter-Réseaux, ses groupes de travail et ses publications. Il suffit de demander le programme.

On peut ainsi entrer dans *Grain de sel*, découvrir les couvertures des six premiers numéros et se plonger dans quelques articles sélectionnés pour ouvrir l'appétit de futurs lecteurs, version papier.

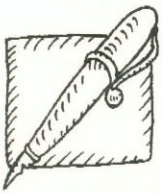
Adresse du site :
http://www. mygale.org/08/lperret/intereso.

Intrants moins chers en coopérative

L'approvisionnement en intrants occupe une grande place dans le développement de l'agriculture. Il est devenu un problème brûlant depuis la dévaluation du franc CFA et la libéralisation. [...] Nous ne trouvons pas d'engrais spécifique pour nos cultures (maraîchage et production du maïs, du niébé et autres). Nous sommes contraints de demander des engrais et des insecticides destinés aux cotonniers. Par ailleurs, les pesticides sont parfois disponibles mais à des prix exorbitants. Nous constatons aussi parfois que les livraisons sont inférieures à nos demandes. Parfois, nous remarquons qu'un sac d'engrais sur lequel nous lisons 50 kilos comporte paradoxalement 46 kilos après vérifications. C'est pour cela que la coopérative des maraîchers de Kouhounou (Comako) a ouvert un magasin d'approvisionnement en intrants. La différence de prix varie de 30 à 50 % selon les produits. Notre coopérative arrive à faire des commandes de semences. Le même produit vendu par les privés 2 400 FCFA est vendu dans notre magasin 1 600 FCFA, soit 50 % de différence.

Marcellin Nounahon, *président de Comako*
05 BP 459, Cotonou, Bénin.
Tél. : (229) 30 35 54 ; Fax :(229) 30 53 19.

Pour une communication « business »



Je viens par la présente vous signifier que je suis très fier de recevoir le bulletin *Grain de sel*. J'ai déjà reçu les six numéros qui sont très utiles pour moi et mon organisation, l'AJAC de Ziquinchor, une organisation paysanne.

Il s'est créé au sein de cette organisation une bibliothèque centrale où il existe une documentation importante et un matériel audiovisuel. Pour accéder à cette documentation et à ce matériel, un système de location a été instauré qui permet de collecter quelque somme pour le fonctionnement de notre activité de communication *(entre membres de l'organisation, Note de la rédaction)*. [...].

La communication est généralement traitée en parent pauvre, elle est classée comme une activité qui ne rapporte pas de revenus. Pour montrer le contraire, il est important d'initier au sein des associations ce qu'on appelle la communication « business » [...] Car une bonne communication nécessite la création d'activités productives qui peuvent la soutenir.

Kalilou Sonko
BP 72, Bignona, Sénégal.

Traction animale au service de l'homme

Les activités agricoles sont exercées par les paysans mais les unions des organisations paysannes doivent s'impliquer dans l'amélioration des conditions de travail des producteurs. C'est pourquoi, consciente de ce fait, la cellule d'animation et d'échanges de l'Union des groupements des organisations paysannes de la Basse et Moyenne Guinée s'est rendue en janvier 1997 à la sous-préfecture de Madina Oula, dans la localité du Haut-Tamisso pour prendre contact avec les paysans des villages de Guérémé, Coummandaya, Bendougou et Soulimania.

Au cours de ces rencontres, les producteurs ont évoqué d'énormes difficultés liées à leurs activités agricoles telles que :

- le coût élevé de la prestation du tracteur ;
- le coût élevé de la main-d'œuvre manuelle par rapport aux rendements des superficies cultivées ;
- l'insuffisance de l'esprit associatif ;
- la charge des femmes rurales : labour, désherbage, travaux ménagers, éducation des enfants, etc.
- mauvais état des pistes rurales pour drainer les produits vers les grandes villes. [...]

Cela nous a permis de contacter les propriétaires de charrues de Tanéné qui se trouvent à 80 km de marche du Haut Tamisso. Dans ces localités, les travaux ont été allégés avec l'introduction de la charrue. Cela a permis aux paysans de réduire le coût de production sur des superficies vastes et aux propriétaires des charrues d'accumuler des recettes sur des prestations. Un paysan nous a parlés de l'impact de cette coopération entre agriculteurs et éleveurs d'une part et propriétaires terriens et détenteurs de charrues sans terre d'autre part : il est allé jusqu'à nous dire que cette année la main-d'œuvre avait considérablement baissé, le temps de travail avait été réduit et surtout les charges des femmes ont diminué.

Compte tenu des avantages enregistrés au cours de cette campagne 1997, la plupart des familles se proposent de se procurer des charrues pour l'année prochaine.

Alpha Fode Cisse et Abdoulaye Soumah
chargés de la cellule de formation et d'échanges de l'Union des groupements des organisations paysannes de la Basse et Moyenne Guinée
BP 65 Icindia, République de Guinée.

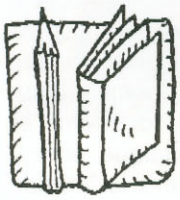
Union sacrée pour la forêt

Ressource naturelle d'une extrême importance, les forêts dans nos pays font l'objet d'une exploitation irrationnelle qui provoque une diminution drastique de leur surface. Le projet d'aménagement des bassins versants du Haut-Niger tente de remédier à ce fléau en mettant en place une gestion concertée des forêts villageoises. [...] La gestion concertée est celle qui veut que toute action concernant une forêt villageoise vienne des populations riveraines qui sont les premières concernées par les aspects bénéfiques ou malencontreux de toute chose touchant ces forêts. [...] Le projet a un rôle d'appui-conseil auprès des populations qui sont promoteurs et responsables de toute intervention sur leur terroir. [...] Les multiples séances d'animation et de prise de contact individuel avec les responsables traditionnels et politico-administratifs sont sanctionnées par la mise sur pied de comités de gestion des forêts ou, dans d'autres villages, de comités de gestion des forêts et des feux. Ces comités composé de 4 à 6 membres élus ou désignés par les per-

sonnes représentatives du village (doyen, chef, iman...) ont pour rôle principal d'entreprendre ou d'organiser toute action touchant ces forêts (travaux d'aménagement, de protection, d'exploitation. [...] Il est à signaler qu'au jour d'aujourd'hui, aucune de ces forêts ne fait l'objet d'exploitation industrielle du bois. Les seules actions de jouissance tolérées sont le ramassage du bois mort et de produits de cueillette (fruits de néré, de karité, de saba, de landolphia) à chaque saison sèche (période de passage des feux de brousse). Les travaux d'installation des pare-feu sont réalisés autour de ces forêts, généralement par les jeunes du village sans aucun frais de la part du projet. Le résultat de cette action aujourd'hui est la mise en défense d'une centaine de forêts pour une superficie d'environ 1 500 hectares dans 120 villages de quatre sous-préfectures de la préfecture de Kankan.

Ahouansou S. Lambert, *consultant en gestion des ressources naturelles*
BP 179 Kankan, république de Guinée.

Femmes à l'école



Elles sont 2 400 élèves, pour la plupart des femmes adultes, âgées de 25 à 40 ans et inscrites dans 26 écoles rurales existantes dans l'Adamaoua (Cameroun). Ces centres d'alphabétisation sont encore appelés « écoles de la seconde chance » ou en langue locale peule « a nafan bikon » qui veut dire : « Tu seras utile pour les enfants ».

Cette prouesse vient du groupe féminin Tongo-Tassa qui possède en son sein Foreden qui s'occupe de l'éducation de la femme, jeune et petite fille de l'Adamaoua, ainsi que des dépenses scolaires et des orphelins qui veulent s'instruire [...]. Le programme du niveau 1 est constitué des matières suivantes : la lecture, le langage, les mathématiques, l'écriture, le chant, la récitation, le dessin et les causeries éducatives ou sanitaires. [...] Dans les hangars, assises sur des nattes, ces femmes adultes [...] suivent leur maîtresse avec assiduité. La langue locale peule est interdite pendant les leçons et les femmes sont priées de laisser les nourrissons pleurnichards dans leurs foyers pour que le silence règne pendant les leçons. [...] Le régime de mi-temps est appliqué, le matin (7 h 30 - 13 heures), l'après-midi (15 heures-17 heures) pour le niveau supérieur.

Comme frais de scolarité, ces adultes doivent payer 500 FCA par mois pour le salaire des maîtresses, la plupart ne s'en acquittent pas et cela est toléré. Malgré l'appui de l'Unicef (60 tables, bancs et 85 livres), les problèmes subsistent.

– les cours sont sous les hangars de paille et les élèves sur les nattes ;
– les cours de travaux manuels ne sont pas dispensés à cause de la cherté du transport des élèves pour des champs qui sont très éloignés ;
– le salaire des enseignants.

Ces femmes adultes sont fières de pouvoir s'exprimer en français et en public (pour saluer, pour se faire consulter à l'hôpital, pour acheter ou vendre au marché, etc.). Elles peuvent pour la plupart lire ou écrire une lettre. Et c'est peut-être cela, chez ces nouvelles femmes de l'Adamaoua, que nous devons encourager moralement et financièrement : car encourager une femme, c'est éduquer une nation.

André Wamba, *correspondant rural*
BP 334 Ngaoundere, Cameroun.

Vive le fonio

C'est avec une grande satisfaction que je reçois les numéros de *Grain de sel* avec leur très riche contenu. Dans votre n° 5, vous avez parlé d'une céréale oubliée, le fonio ou riz du pauvre. Une grande joie m'a animé en lisant cette partie parce que cette céréale est aussi cultivée dans ma région. Les Akposso, une ethnie du Togo dont je fais partie, cultivent cette céréale. Grâce à vous, je reconnais aujourd'hui ses valeurs nutritives. Ce qui m'intéresse aussi, ce sont les nouvelles variétés qui donnent de très importants rendements. Que pourrais-je faire pour introduire ces nouvelles variétés dans ma région ?

Ce qui m'étonne, c'est la manière dont on procède au lavage du fonio au Burkina Faso comme décrit par Laurentine Zouré. Je vois mal aussi pourquoi mélanger les grains à du sable avant de piler. C'est pour cela que le travail est difficile avec un gaspillage d'eau. Chez moi par exemple, ce travail peut se faire sans eau. Certains soins sont pris juste après la récolte. Les femmes débarrassent le sable et les petits cailloux du fonio. Le fonio devant être pilé est torréfié. Il est ensuite décortiqué dans le mortier. Les grains obtenus sont tamisés par un tamis à farine de maïs. Certaines femmes lavent le fonio (grains pilés) tout juste avant la préparation. Le fonio est préparé de trois façons chez nous :

– on prépare le haricot (niébé) bien cuit. Les grains de fonio sont mélangés au niébé cuit. Le mélange reste un peu sur la cuisson dix minutes. Il est servi avec de l'huile rouge ou n'importe quelle huile ou avec de la sauce de noix de palme ;
– fonio au gras : haricot, viande, fonio, huile ;
– la troisième méthode est plus traditionnelle. On coupe du gourbo en rondelles, préparé avec une aubergine appelée chez nous outa, tomate, piment. On mélange ensuite le fonio. Après dix minutes, tout est prêt pour servir avec de l'huile. Le fonio est très apprécié. Il fait boire beaucoup d'eau après l'avoir mangé.

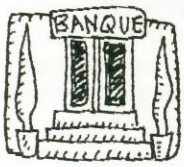
Le fonio jouait un grand rôle dans nos traditions. Aujourd'hui, il a perdu beaucoup de rôle et se limite seulement à la consommation.

Louis Kokonni Guelly,
BP 351, Atakpamé, Togo

Une nouvelle rubrique MESSAGES

La rubrique Messages est proposée aux lecteurs de *Grain de sel* dans le prochain numéro (n° 8) à paraître fin décembre. Votre petite annonce – quelques lignes au maximum – doit parvenir au plus tard à la fin du mois de novembre.

Micro-crédit, suite...



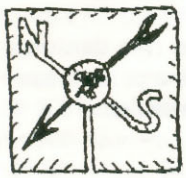
À l'évidence, plusieurs points importants rapprochent les systèmes financiers décentralisés, quel que soit leur objet : épargne-crédit, crédit-solidaire, caisses villageoises, établissements de financement des entreprises...

Premièrement, la nécessité de s'appuyer sur des procédures financières et bancaires qui constituent la partie mécanique du dispositif, mais qui ne suffisent pas à permettre le décollage de l'institution.

Deuxièmement, un vaste travail amont d'animation afin de permettre la meilleure appropriation par les utilisateurs. Les deux se complètent et déterminent au sein des mêmes instances une forme très efficace de partage du pouvoir.

Jean-Paul Cabanas, *président de la Caisse d'épargne de Poitou-Charentes, 24, rue du 24 février, BP 73, 79003 Niort cedex, France.*

Le Sud a raison de douter du Nord



Certains lecteurs dont vous avez reproduit les lettres s'interrogent sur ce que le Nord peut apporter au Sud. Ils auraient pu se demander si le Sud pourra encore apporter quelque chose au Nord

En une période où tend à s'établir la mondialisation des échanges économiques et, par voie de conséquence, les modes de production ainsi que l'uniformisation des productions, selon un modèle imposé par le Nord et, plus particulièrement par les USA, quels choix restent-ils au Sud et que peut-il apporter au Nord ? Nul n'ignore plus cependant aujourd'hui les dégâts causés dans le Sud par les modèles de production du Nord qui étaient inadaptés à la climatologie, à la structure des sols et au mode culturel des habitants. [...] Si le Sud est notre ami, il a vraiment raison de douter des intentions du Nord.

Christian Sébastien, *1, rue Michel Poitevin, 17340 Chatelaillon-Plage.*

Dessins : Eric Pays

Les « spécialistes » sur leur faim

Je ne sais pas comment a été défini le contenu du dossier *(sur le micro-crédit, Note de la rédaction)*, mais j'ai l'impression que :

– l'échange avec les « spécialistes » aurait permis d'aller beaucoup plus loin dans l'analyse de la viabilité, avec des études de cas détaillées (Kafo, par exemple), une réflexion sur le cadre juridique (Loi Parmec) ou l'importance de la concertation entre opérateurs financiers ;

– les informations qui me remontent concernant le secteur et qui auraient pu étayer le dossier touchent plus le problème du crédit-investissement, les systèmes d'assurance, les relations entre les organisations professionnelles et les systèmes de crédit, le fonctionnement des réseaux au Sud (Atma, Rieca), la viabilité sociopolitique des réseaux ou le rôle de l'assistance technique des opérateurs du Nord.

François Doligez, *Iram (Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement), 49 rue de la Glacière, 75013 Paris, France.*

Sacré Grain de sel

Je viens dans la présente réagir sur le point de vue de M. Cheibane Coulibaly exposé dans le précédent numéro. À mon avis, on pouvait tenir encore ce langage dans les pays africains dans les années 80 [...]. En effet, à cette époque, le débat sur le développement rural était un vœu pieux, prôné par des hommes politiques du Nord et du Sud et repris en chœur par les intellectuels et autres agents de développement.

Les années 90 ont constitué une véritable révolution ! changement de pratiques de la part du Nord, mise en place d'un partenariat entre paysans du Nord et du Sud, installation des organismes de développement près des gens concernés : les ruraux.

À nos yeux, nous avons là une preuve tangible d'un véritable partenariat entre le Nord et le Sud.

Nous pensons que l'Inter-Réseaux mérite la confiance des ruraux et de tous ses membres, sans suspicion.

Sacré Grain de Sel !

Merci pour le dossier sur le micro-crédit qui a ouvert un horizon nouveau pour notre groupement.

Edzente Thomas Emmanuel, *Groupe d'initiative des maraîchers de Talba, BP 2740, Messa Ydé, Cameroun.*

Un débat sur les cotisations

Je ne suis pas en fait contre les cotisations [...] mais, collecter des ressources sans avoir au préalable définit clairement le but et les objectifs d'une telle entreprise, sans avoir déterminé les affectations, sans avoir au préalable des groupes soudés par une cause commune, n'est-ce pas, quelque peu, aider certains groupes locaux à se disloquer à peine nés ?

Pour élargir l'échantillon des avis sur la question, [...] s'assurer des membres de l'Inter-Réseaux réellement existants et, indirectement, amener les membres à être moins passifs, je propose qu'une équipe du réseau conçoive chaque année une sorte de questionnaire d'enquête à publier dans les deuxième et troisième numéros de chaque année. Cela laisserait aux membres la latitude de répondre pendant tout le deuxième semestre de l'année et confirmer ainsi leur volonté d'adhérer et de contribuer à la vie du réseau. Deux années d'expérience de la méthode vous permettront de faire toutes sortes de filtrages, car beaucoup s'élimineront d'eux-mêmes.

Marthe Djuikom, *BP 81, Maroua, Cameroun. GIC Avenir femme, tél. et fax L237) 29.24.01.*

L'avenir de la coopération internationale

« *Y aura-t-il encore besoin de coopération dans dix ans ?* » C'est la question que pose l'Iram (Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement) qui organise deux journées d'études sur ce thème le 12 et 13 décembre 1997 à Paris à l'occasion de son quarantième anniversaire. « *A travers cette interrogation et les multiples réponses que les uns et les autres y apportent, c'est la question des thèmes et des formes de coopération que nous cherchons à approfondir pour réfléchir sur nos orientations* », souligne cet institut.

Contact : François Doliguez, Iram,
49, rue de la Glacière, 75013 Paris, France.
Tél. : (33) 01.43.31.66.31. Fax : (33) 01.43.31.66.31.
Email : iram.mygale.eglobenet.org

Secrétariat d'Etat à la Coopération

Stages sur les programmes de santé publique

« Analyse critique et organisation des programmes de santé publique » : c'est le thème du programme de formation en santé communautaire organisé par la faculté de médecine Xavier-Bichat (département de santé tropicale), pendant quatre mois à partir du 5 janvier 1998. Sanctionnée par un diplôme universitaire de l'université de Paris VII, cette formation est ouverte aux professionnels travaillant dans le domaine de la santé.

Contacts : Mme De Maeyer,
secrétariat du département de santé tropicale,
16, rue Henri-Huchard, 75018 Paris, France.
Tél. : (33) 01 44 85 63 30.

Ph. Billière

Les nouveaux enjeux de l'élevage sur parcours

Les cinquièmes journées d'études du réseau Parcours auront lieu au printemps 1998 à Oualidia (Maroc) pour étudier « *les changements profonds qui affectent la conduite des troupeaux d'élevage* ». Parcours veut mettre l'accent sur la « *nouvelle manière de penser l'élevage* » dans l'hémisphère Nord comme dans les pays du Sud : extensification et reconquête d'espaces abandonnés dans un cas, intensification en réaction à l'extension des surfaces cultivées et à la pression démographique, dans l'autre.

Les participants peuvent être pris en charge partiellement ou totalement (y compris le voyage) si leur intervention est retenue par le comité d'organisation au vu de leur projet de communication à faire parvenir « *rapidement* ».

Contacts : Mohamed Quarro, ENFI, BP 511, Tabriquet, Salé (Maroc).
Tél. : (212) 7.78.97.04. Fax : (212) 7.73. 56. 33.

Alain Bourbouze, Bruno Msika, réseau Parcours, CIHEAM-IAMM, 3191 route de Mende, BP 5056, 34033 Montpellier cedex 1, France.
Tél. : (33) 04.67.04.60.00. Fax : (33) 04.67.54.25.27.

Stages à la carte dans 14 pays africains

De la conception de petits barrages à l'aménagement des bas-fonds, de l'élaboration de projets de développement rural à la gestion de l'eau, le centre de formation continue EIER (École inter-Etats d'ingénieurs de l'équipement rural) organise une série de stages en 1998. Originalité de ces formations destinées à des cadres ou agents de maîtrise : elles sont conçues à Ouagadougou (Burkina Faso), siège de l'organisme où elles se déroulent le plus souvent, mais elles peuvent être « dupliquées » dans quatorze pays de l'Afrique de l'Ouest avec l'aide du partenaire national concerné. C'est le cas, par exemple, du stage sur la production de blocs de terre comprimés dont la troisième édition aura lieu au Mali en février 1998.

Contact : EIER, 01 BP 594 Ouagadougou 01, Burkina Faso.
Tél. : (226) 31.92.25. Fax : (226) 31.92.26.

Diffusion des innovations en milieu rural

Vétérinaires sans frontières (VSF) tiendra des « universités d'hiver » le 9 et 10 janvier 1998 sur « *l'innovation technique et sa diffusion en milieu paysan* ». Des études de cas dans le domaine social ou technique seront notamment présentées pendant ces deux journées « *ouvertes à toute personne souhaitant apporter son expérience au débat ou désireuse d'accroître ses connaissances sur ce thème qui concerne aussi bien les questions d'élevage que les questions d'agriculture ou d'environnement* ».

Contact (avant le 15 novembre) : Laurence Clouet, VSF, 14, avenue Berthelot, 69361 Lyon cedex 07.
Tél. : (33) 04.78. 69. 79. 59.
Fax : (33) 04.78. 69 79. 56.

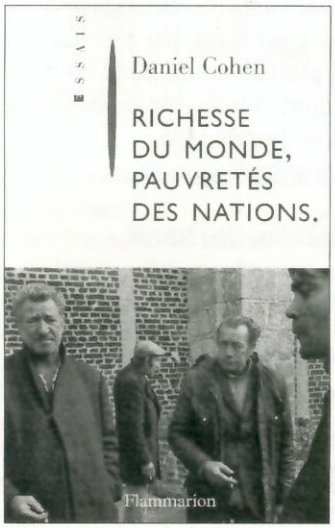
Secrétariat d'Etat à la Coopération

Assises de la solidarité

Les Assises de la copération et de la solidarité internationale se sont tenues à Paris le 17 et 18 octobre. Organisée notamment par le CFSI (Comité français pour la solidarité internationale), cette manifestation constitue le point d'orgue des assises régionales qui se sont succédées ces six derniers mois dans toute la France.

Richesse du monde, pauvreté des Nations

Daniel Cohen

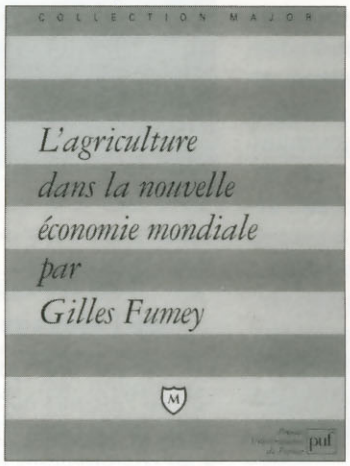


Ce n'est pas la mondialisation qui provoque crise économique et montée des inégalités dans les pays riches, mais l'avènement de la troisième révolution industrielle avec l'informatisation de la société. Telle est la thèse de Daniel Cohen, auteur d'un précédent ouvrage sur les « Infortunes de la prospérité ». Dans ce petit livre de 150 pages, il explique de manière limpide la logique de ce nouveau bouleversement du monde qui écarte les travailleurs les moins qualifiés mais provoque des « *appariements sélectifs* » entre les « forts » au-delà des clivages des frontières.

Flammarion, Paris, 1997, 165 p., 95 FF.

L'Agriculture dans la nouvelle économie mondiale

Gilles Fumey

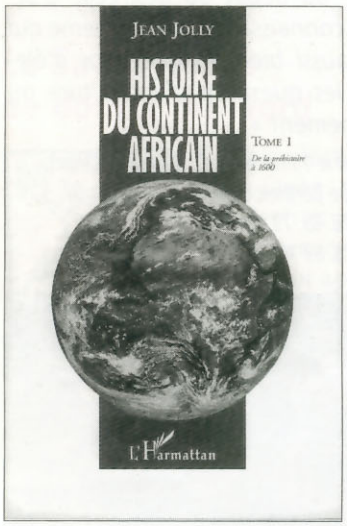


De la naissance de l'agriculture aux grandes productions agricoles d'aujourd'hui — y compris la drogue — en passant par le commerce, la consommation, les paysages agricoles, ce livre d'un universitaire géographe tient les promesses de son titre : il sera utile à qui recherche une vue d'ensemble de l'agriculture, cette activité de « *domestication des plantes et des animaux utiles à l'homme* ». De nombreuses cartes et graphiques claires complètent des chapitres très documentés.

Presses universitaires de France, collection Major, Paris 1997, 379 p., 168 FF.

Histoire du continent africain

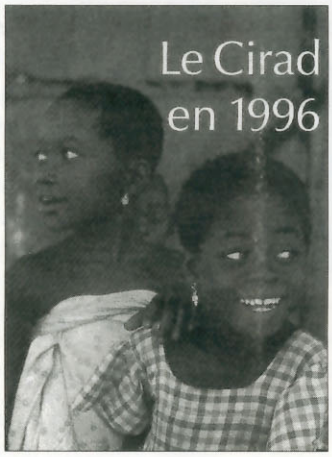
Jean Jolly



Publiée pour la première fois en 1989, cette histoire du Continent africain de l'origine de l'humanité à nos jours est aujourd'hui rééditée. Procédant région par région et Etat par Etat, elle n'est pas toujours facile à suivre dans sa globalité mais les textes, en général courts, qui introduisent les chapitres des trois volumes (de la préhistoire à 1600, du XVIIe siècle à 1939 et de 1939 à nos jours) sont d'excellentes synthèses. Un index historique et géographique permet aussi une lecture choisie de cette mini-encyclopédie de l'Afrique.

L'Harmattan, Paris, 1997, 130 FF chaque volume.

Le Cirad en 1996



Le rapport annuel du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement est toujours une mine de renseignements : écrit dans une langue simple et claire, il fait un bilan passionnant de la recherche en agriculture tropicale, production par production. Il peut se lire comme le feuilleton de la science aux prises avec des difficultés sans cesse renouvelées et souvent surmontées pour nourrir le monde.

Cirad,
42, rue Scheffer, 75116 Paris, France.
Disponible sur simple demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT
à *Grain de Sel*
pour les membres d'Europe et d'Amérique du Nord
Un an 4 numéros : 80 FF + un dossier Inter-Réseaux

Nom, prénom
Organisme
Adresse
Ville Pays

Bulletin à retourner avec votre règlement à ***ADEPRINA****/Inter-Réseaux, route 66, BP 95, 92244 Malakoff Cedex.*
Par chèque bancaire à l'ordre de ***ADEPRINA****, ou par virement :*
Code banque domiciliation 18206 • **Code guichet** 00141
N° de compte 14190040001 • **Clé Rib** 19 • CRCA PARIS GOBELINS

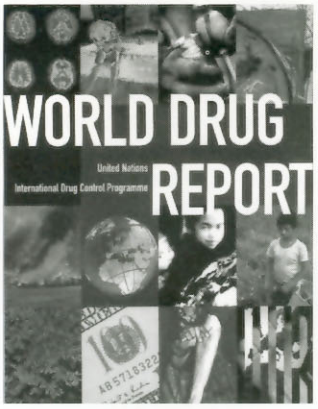
L'Appui à l'organisation du monde agricole

Secrétariat d'Etat à la Coopération,
Caisse française de développement

Sous titré « Bilan interne de la coopération française », ce document recense les actions en matière d'appui à l'organisation du monde agricole : formation, information, soutien à la constitution et au fonctionnement de groupements, aide à la définition du rôle de l'Etat. Loin de l'autocélébration, il confronte les intentions à la réalité et cherche à « animer une réflexion pour adapter au mieux les pratiques de coopération à la demande des agriculteurs du Sud ».

Secrétariat d'Etat à la Coopération, département de l'information et de la communication, 20, rue Monsieur, 75007 Paris.
Tél. : 01 53 69 38 67.

Le commerce de la drogue se porte bien



Le chiffre d'affaires de l'industrie illicite de la drogue se situerait *« aux environs de 400 milliards de dollars »*, soit *« environ 8 % du commerce mondial »*, affirme le rapport annuel de l'Onu sur les drogues publié le 26 juin à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les stupéfiants. Coté demande, l'Onu évalue à 140 millions le nombre de fumeurs de cannabis, à 13 millions le nombre de consommateurs de cocaïne, et à 8 millions celui de l'héroïne. Mais 30 millions de personnes seraient adeptes des drogues de synthèse (amphétamines, ecstasy, LSD).

Coté culture, l'organisation internationale estime que *« près de 90 % de la production mondiale d'opiacés (héroïnes et autres dérivés de l'opium) provient de deux grandes zones : celle du Croissant d'or(Afghanistan, Iran, Pakistan) et celle du Triangle d'or (Laos, Myanmar, Thaïlande). [...] L'Afghanistan et le Myanmar sont les deux principaux pays où l'on pratique la culture illicite du pavot à opium »*.

Pour la cocaïne, *« les pays andins (Pérou, Colombie et Bolivie) sont les principaux producteurs de feuilles de coca ; ils comptent pour plus de 98 % dans les approvisionnements mondiaux de cocaïne. La moitié des cultures, soit 220 000 hectares se trouvent au Pérou »*. Le rapport n'évoque pas la culture du cannabis dont les Etats-Unis pourraient bien être parmi les premiers producteurs mais il souligne qu'en volume, le trafic de cet hallucinogène léger est le plus important avec 4 000 tonnes saisies en 1995, contre 251 tonnes de cocaïne et 31 tonnes d'héroïne.

L'émergence de « Cinq grands » au Sud et à l'Est

« L'importance croissante des économies en développement reposera essentiellement sur l'émergence des "Cinq grands" – Brésil, Chine, Inde, Indonésie et Russie – qui représentent actuellement la moitié de la main-d'œuvre mondiale mais seulement 8 à 10 % de sa production et de ses échanges » ; c'est la conclusion de la Banque mondiale dans son rapport sur les « *Perspectives mondiales et les pays en développement* » rendu public le 9 septembre. Selon ce rapport, la production de ces pays pourrait doubler d'ici à 2020, et la part dans le commerce mondial qui représente le tiers de celle de l'Union européenne, *« pourrait augmenter au point de dépasser celle-ci de 50 % »* mais il faut une condition : *« Le renforcement d'un système ouvert d'échanges et d'investissements mondiaux »*.

Dans ce cas, estime la Banque mondiale, la croissance des pays en développement pourrait doubler et atteindre 5,4 % par an en 1997-2006. Le rapport qui juge pourtant que, *« à court terme, les pays en développement se heurteront à un problème considérable : créer les conditions propres à attirer la production mondiale et à en tirer un meilleur parti »*.

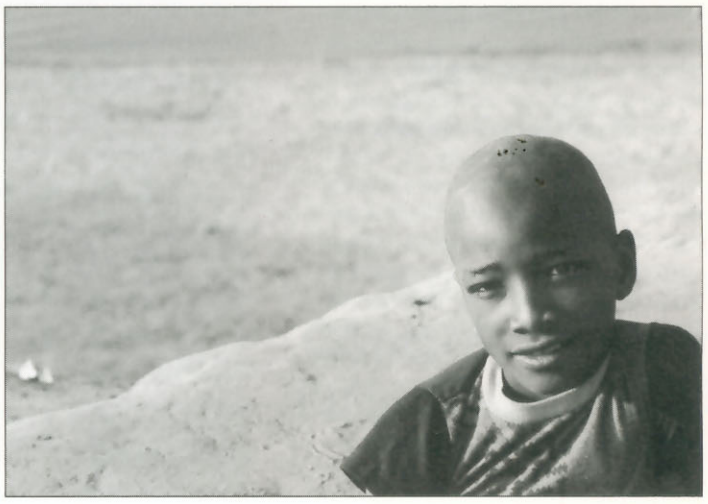
De son coté, la Cnuced (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), souligne dans un rapport rendu public le 22 septembre, que, *« pour la première fois depuis longtemps, les perspectives semblent résolument plus favorables pour les PMA (Pays les moins avancés) africains »*, car dans dix-neuf d'entre eux le taux de croissance du PIB a dépassé 5 %. Ce rapport indique aussi que les investissements étrangers directs ont atteint le chiffre record de 349 milliards de francs en 1996, soit une augmentation de 10 % en un an. Mais, avec un montant de 208 milliards de francs, les investissements dans les pays développés restent nettement supérieurs aux investissements dans les pays en développement (129 milliards de francs), bien que ces derniers aient progressé de 34 % en un an. La Chine, à elle seule, a reçu 42, 3 milliards d'investissements, loin devant le Brésil, 9,5 milliards. En Afrique, les investissements ont atteint 5,3 milliards de francs contre 4,9 milliards en 1995 et 5,8 milliards en 1994.

L'énergie éolienne a le vent en poupe

L'énergie éolienne produite par la force du vent en vue de générer de l'électricité, a augmenté de 23 % au niveau mondial, soit plus de 1 200 mégawatts en un an, d'après le rapport 1996-1997 du World Watch institute de Washington.

Le nucléaire, quant à lui, a grimpé de 1 % seulement avec une progression de 1 800 mégawatts. L'énergie éolienne est, à ce jour, la source énergétique qui croît le plus rapidement au monde.

Source : Rfi-Mfi



Philippe Ortoli

Pour une révolution du tourisme

« Dans un pays économiquement faible, tout est à faire en matière de développement touristique, mais rien n'assure que l'aménagement entrepris pour satisfaire l'hôte étranger soit conforme aux priorités de développement de la population locale, en matière de santé et d'éducation notamment », écrit, dans un article publié par *Le Monde diplomatique* du mois de juillet, le président de l'Association Transverses qui se consacre à la réflexion sur le tourisme Nord-Sud.

« Pour éviter les méfaits parfois irréversibles d'un tourisme déséquilibré, il faudrait d'urgence changer les règles du jeu actuel imposé par les pays du Nord à ceux du Sud. Mais on ne pourra pas faire, auparavant, l'économie d'une prise de conscience du touriste lui-même, car ses exigences conditionnent ce marché. [...] Dans certaines régions, les demandes du vacancier sont telles [...] que les habitants de la région, en particulier les agriculteurs, sont soumis à des restrictions draconiennes pour leurs propres besoins », souligne l'article en demandant l'application de la Charte du tourisme durable qui intègre au tourisme les principes énoncés lors du Sommet de la terre, tenu à Rio en 1992. »

Le Monde diplomatique • France

Les leçons de la femme guinéenne

« Le remarquable et admirable comportement de la femme guinéenne est une leçon pour la gent masculine, imbue de sa fallacieuse et phallocratique supériorité. Il est temps qu'elle descende de son piédestal, qu'elle retrousse les manches et qu'elle se mette au travail », affirme un article publié le 4 septembre dans *l'Indépendant*, hebdomadaire guinéen, en évoquant l'action de groupes de femmes qui participent au nettoyage de rues de leur capitale, Conakry.

« Dans un pays qui accumule les contre-performances économiques en raison d'une méforme endémique due à la boulimie financière de ses enfants, l'homme guinéen doit faire abstraction de son bagage intellectuel et de son orgueil et prendre le sillage de sa compagne. Sur dix foyers de Conakry, sept à huit sont dirigés, de fait, par la femme grâce à son indispensable et réel rôle économique. L'homme, toute dignité bue, se contente le plus souvent, de vider le plat que lui tend sa compagne. »

L'Indépendant • Guinée

Ne fumez pas de chanvre, portez-en !

« Le chanvre redevient à la mode. Or une grande partie de sa production provient de Dongping, un minuscule village chinois dont la majorité des habitants ignore tout des polémiques suscitées par leur produit à l'autre bout du monde », raconte *Asiaweek*, hebdomadaire anglophone de Hong-Kong, réputé pour ses prises de position en faveur des valeurs culturelles et morales de l'Asie, dans un article reproduit par l'hebdomadaire français *Courrier international* du 4 septembre.

« Tout a commencé, raconte l'hebdomadaire chinois, quand des investisseurs occidentaux ont déboursé 12 millions de dollars pour moderniser une filature de Dongping. Depuis la réouverture de l'usine en janvier dernier, ce bourg ouvrier de la province du Shandong a acquis une notoriété mondiale en tant que premier fournisseur de chanvre, un cousin de l'illégale marijuana, le végétal le plus branché depuis l'avènement du tabac. [...]

« Malgré l'opposition des politiques qui craignent qu'une hausse trop rapide de la production n'alimente le marché des drogues illégales, les hommes d'affaires chinois, européens et américains font la promotion de cette plante, la présentant comme une matière première idéale pour une large gamme de biens de consommation. [...] Aujourd'hui le chanvre connaît un regain de faveur grâce aux écologistes – sa culture exige peu d'eau ou d'engrais – et aux grands noms de la mode, qui sont nombreux à affirmer le préférer au coton. [...]

« À l'origine de ce bouleversement, un procédé breveté mis au point par des chercheurs chinois il y a plus de dix ans. Il consiste en de multiples lavages et traitements à l'acide qui donnent au final un tissu aussi doux que le coton mais cinq fois plus solide. [...]

« Comment convaincre les autorités chargées de la lutte antidrogue que la plante est inoffensive, bien qu'elle contienne des traces infimes de la fameuse substance hallucinogène, le tétrahydrocannabinol (THC) ? *"Tout le monde pose la même question,* soupire M. Mignola (l'un de plus grands fabricants européens de vêtements en chanvre, *Note de la rédaction). Non, on ne peut pas fumer ses vêtements de chanvre."* »

Asiaweek • Hong Kong

Des engrais pour cultiver les forêts

« Ceux qui prétendent défendre l'environnement combattent les produits chimiques (et donc les engrais) pour crédibiliser leur discours. C'est normal. Parce qu'ils agissent dans des zones qui connaissent le surdosage », proteste le mensuel camerounais *La Voix du paysan* du mois de juillet.

« Mais, explique-t-il, cela est valable pour la France, le Canada et les autres pays qui ont su intensifier leur agriculture. Et ici, nous sommes au Cameroun, en zone forestière où nous continuons à faire l'agriculture sur brûlis comme l'ont fait les grands-pères de nos grands-pères. Ici, les problèmes se posent autrement. La pollution par les engrais chimiques en zone forestière, est-ce vraiment notre problème ? Le paysan détruit chaque année un petit morceau de la forêt pour « créer » son champ de macabo ou de plantain. Il abat, il brûle en laissant le bois mort pourrir à l'endroit. Il sème, il récolte et abandonne pour aller plus loin refaire la même chose, 2 ou 3 ans plus tard. [...].

« C'est incontournable et il faudra passer par là : il faudra mettre les engrais et augmenter la production en zone forestière. Il faudra stabiliser l'agriculture sur les mêmes parcelles, et arrêter avec la pratique du brûlis, pour protéger la forêt. »

La Voix du paysan • Cameroun.

Sécheresse accablante à Djibouti

« Les visages hébétés, ahuris des nomades de la région en dit long sur cette sécheresse accablante qui a tendance à s'éterniser dans le temps », raconte dans son édition du 28 août, *La Nation*, hebdomadaire publié à Djibouti.

« Au total, on estime que quelque trois milliers de nomades ont été affectés dans les zones rurales par cette sécheresse aux conséquences dramatiques. Les souffrances qu'endurent les nomades Assajog à cause de ce fléau sont innombrables. Par manque d'eau et de pâturage, leur principale richesse s'amenuise. Les bêtes devenues trop maigres périssent tous les jours. Leurs cadavres jonchent régulièrement le sol. Dans certains endroits la situation est déjà très critique, [...] même les humains sont très affectés. On ne mange qu'un seul repas par jour pour survivre. Si la sécheresse perdure, il n'y a aucun doute, la famine s'installera. »

La Nation • Djibouti